



Ville NOYAL-CHATILLON-sur-SEICHE

ROB 2025

Conseil communal du 24 février 2025



Sommaire

Préambule : Rappels sur le rapport d'orientation budgétaire

I – Le contexte national et Projet de loi de finances 2025

II - La situation financière de la commune au 31 décembre 2024

III - Les orientations budgétaires et le projet communal

IV - La prospective financière 2025 – 2032

ANNEXE : Focus sur la structure des charges de personnel

Débat d'Orientation Budgétaire (DOB)

- Prévu par l'article L 2312 1 du Code Général des Collectivités Territoriales, introduit par la loi du 6 février 1992 le **débat d'orientation budgétaire est obligatoire dans les communes de plus de 3 500 habitants** .
- Il a vocation à éclairer les choix budgétaires qui détermineront les priorités et l'évolution de la situation financière de la collectivité. Il **se déroule dans les deux mois précédant le vote du budget primitif**, en vue de compléter l'information de l'assemblée délibérante et de renforcer ainsi la démocratie participative Il constitue un acte politique majeur et marque une étape fondamentale du cycle budgétaire .
- Ce débat doit permettre à l'assemblée délibérante **d'appréhender les conditions d'élaboration du budget primitif, afin de pouvoir dégager des priorités budgétaires**, sur la base d'éléments d'analyse rétrospective et prospective .
- Le débat d'orientation budgétaire **donne lieu à une délibération** car il a pour objet de permettre de définir les grandes orientations du budget primitif qui sera adopté ultérieurement .
- La loi du 7 août 2015 portant sur la nouvelle organisation territoriale de la République (loi NOTRé) a renforcé le cadre légal du DOB tel que prévu dans les articles du CGCT avec notamment la production d'un rapport (le ROB).

Le Rapport d'Orientation Budgétaire (ROB)

Le ROB (Rapport d'Orientation Budgétaire) est une étape importante de la vie démocratique et de la procédure budgétaire des collectivités. Il est obligatoire dans les collectivités de plus de 3 500 habitants et doit se tenir dans les 2 mois qui précèdent le vote du budget primitif.

❑ Objectifs du ROB :

- Discuter des orientations budgétaires qui préfigureront les priorités déclinées dans le projet de budget primitif
- Informer sur l'évolution de la situation financière de la collectivité.

❑ Contenu du ROB :

L'article 107 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015, dite loi NOTRe (Nouvelle Organisation Territoriale de la République) est venu par ailleurs compléter les règles relatives au DOB. Depuis 2017, le Débat d'Orientations Budgétaires s'effectue sur la base d'un Rapport comportant :

- *Les orientations budgétaires* : évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes (fonctionnement et investissement), en précisant les hypothèses d'évolution retenues notamment en matière de concours financiers, de fiscalité, de tarification, de subventions et les évolutions relatives aux relations financières entre une commune et l'EPCI dont elle est membre.
- *Les engagements pluriannuels* : programmation des investissements avec une prévision des recettes et des dépenses, et le cas échéant, des autorisations de programme en cours ou à créer.
- *La structure et la gestion de la dette contractée, les perspectives pour le projet de budget* : en précisant le profil de dette visé pour l'exercice.

Une délibération prend acte de la tenue du débat.

Le vote du budget primitif est fixé au 26 mars prochain.



I – Contexte national et loi de finances 2025

Inflation

Actualisation

PIB

Taux d'intérêt



A – L’Inflation

Éléments de contexte

❑ Inflation 2024 et anticipation du gouvernement dans le PLF 2025 :

Le gouvernement table dans le PLF 2025 sur une inflation de 1,4 % hors tabac (2,1 % IPC) pour 2024, soit un niveau relativement proche de l'inflation définitive de 2022 (5,3%) mais avec une tendance radicalement différente :

2022 : l'inflation moyenne correspond à une période de très forte accélération de l'inflation démarrée dès début 2021 et accentuée par la crise énergétique de début 2022 (5,2% IPC moyen 2022)

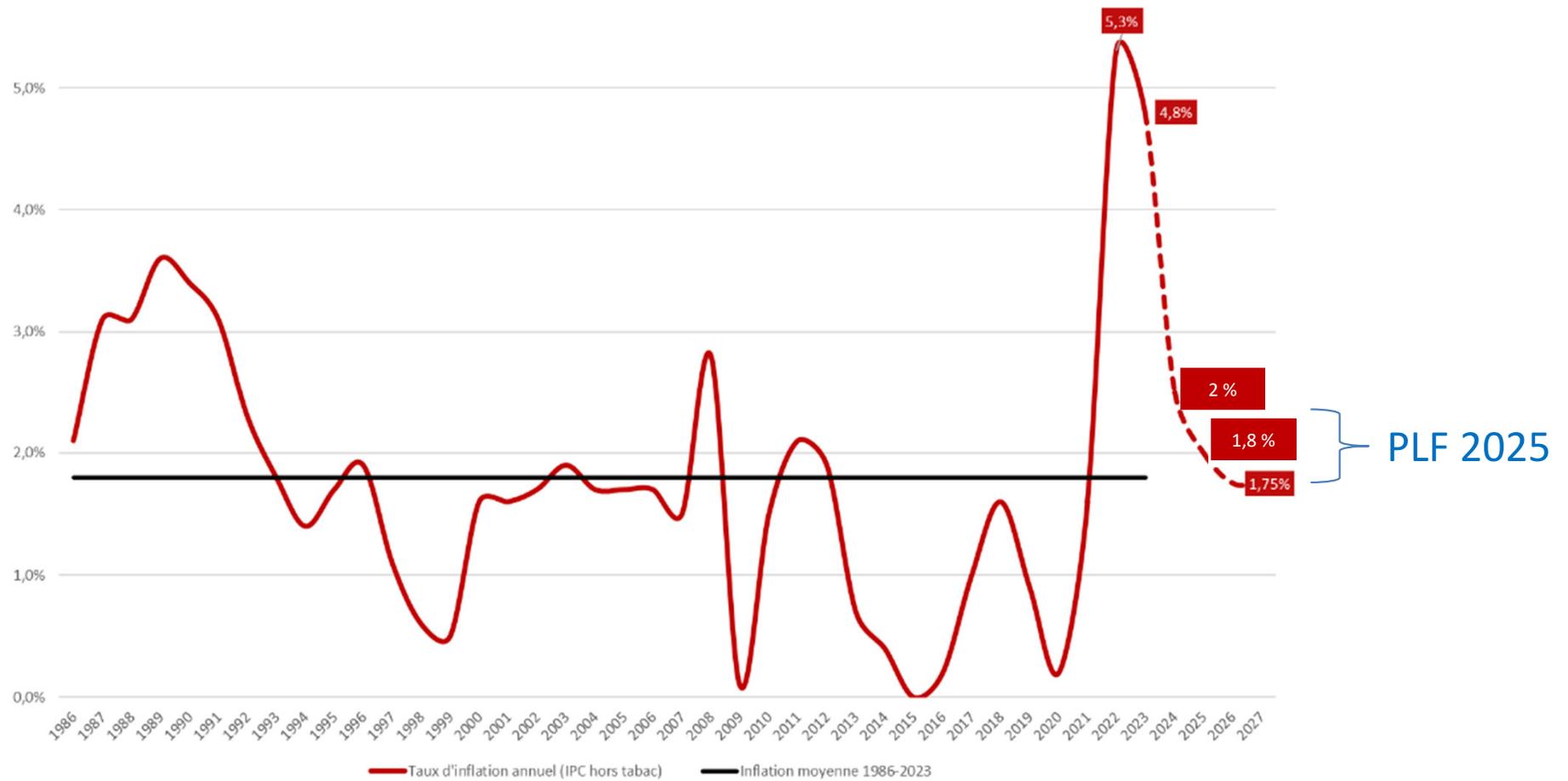
2023 : A contrario l'indice moyen de 2023 correspond à une nette tendance au ralentissement de l'inflation observée dès mars 2023 (4,9% IPC 2023 moyen).

2024 : confirme le fort ralentissement initié en 2023. L'inflation en moyenne annuelle s'établit ainsi à +2,0 % (1,9% hors tabac) après deux années marquées par une forte inflation (+4,9 % en 2023 et +5,2 % en 2022) soit une réduction de plus de la moitié. Cette légère hausse de l'inflation s'expliquerait par une forte accélération des prix de l'énergie, notamment ceux du gaz mais aussi par les prix des services. Elle serait en partie compensée par un ralentissement des prix de l'alimentation et des produits manufacturés.

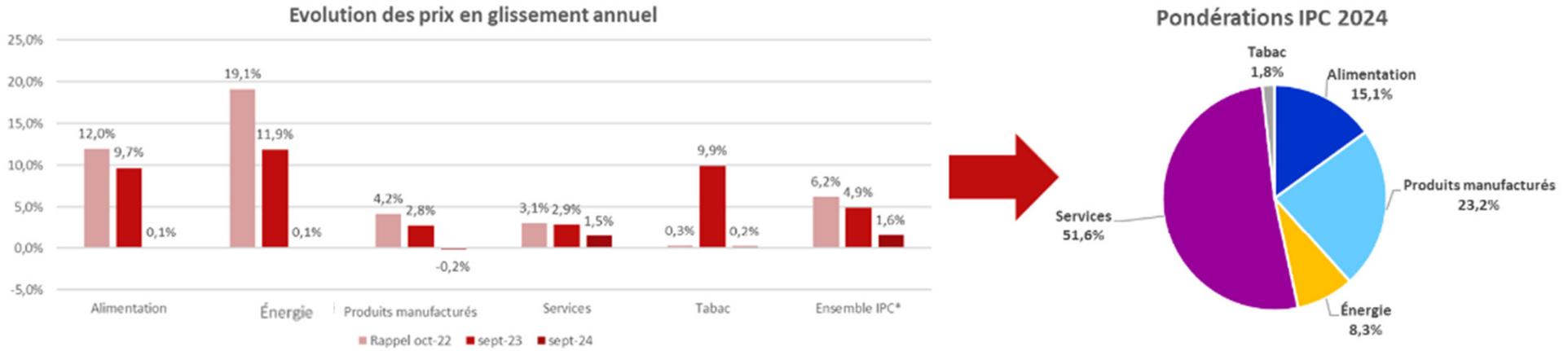
→ Une inflation en repli

PREVISIONS PLF 2025 1,8 %
et 1,75% à compter de 2026 (effet annonce)

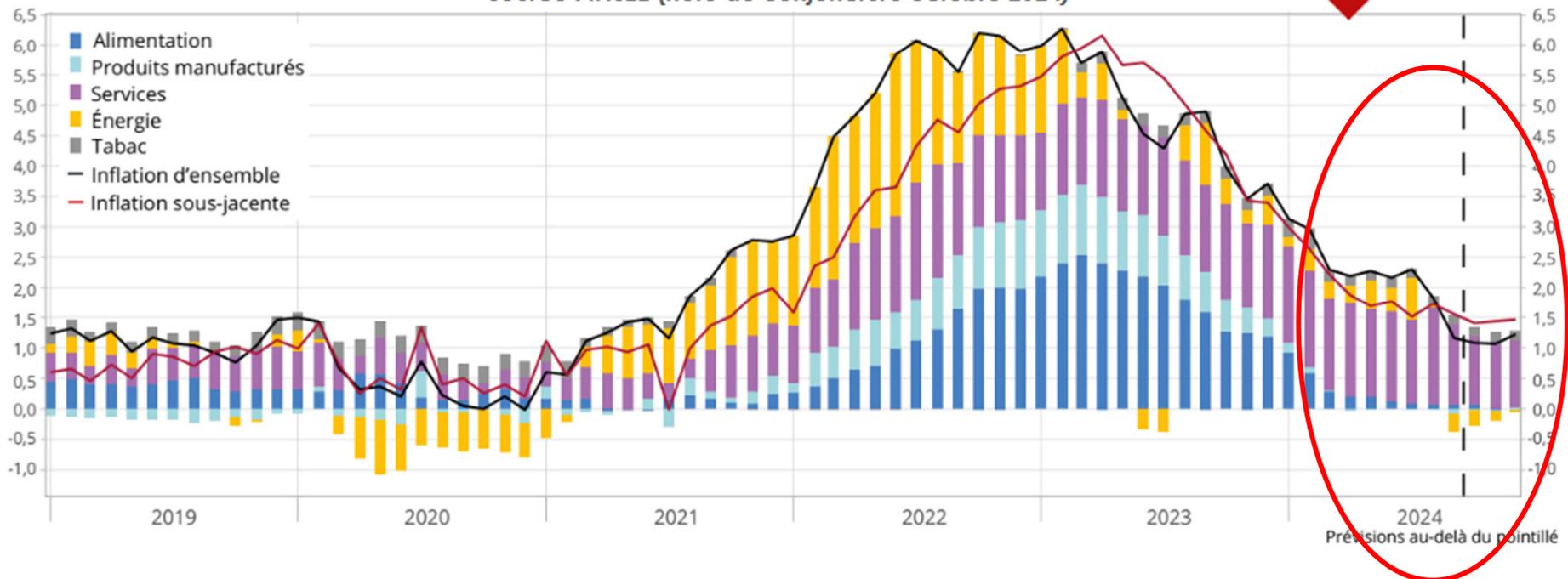
L'indice des prix à la consommation (IPC) hors tabac



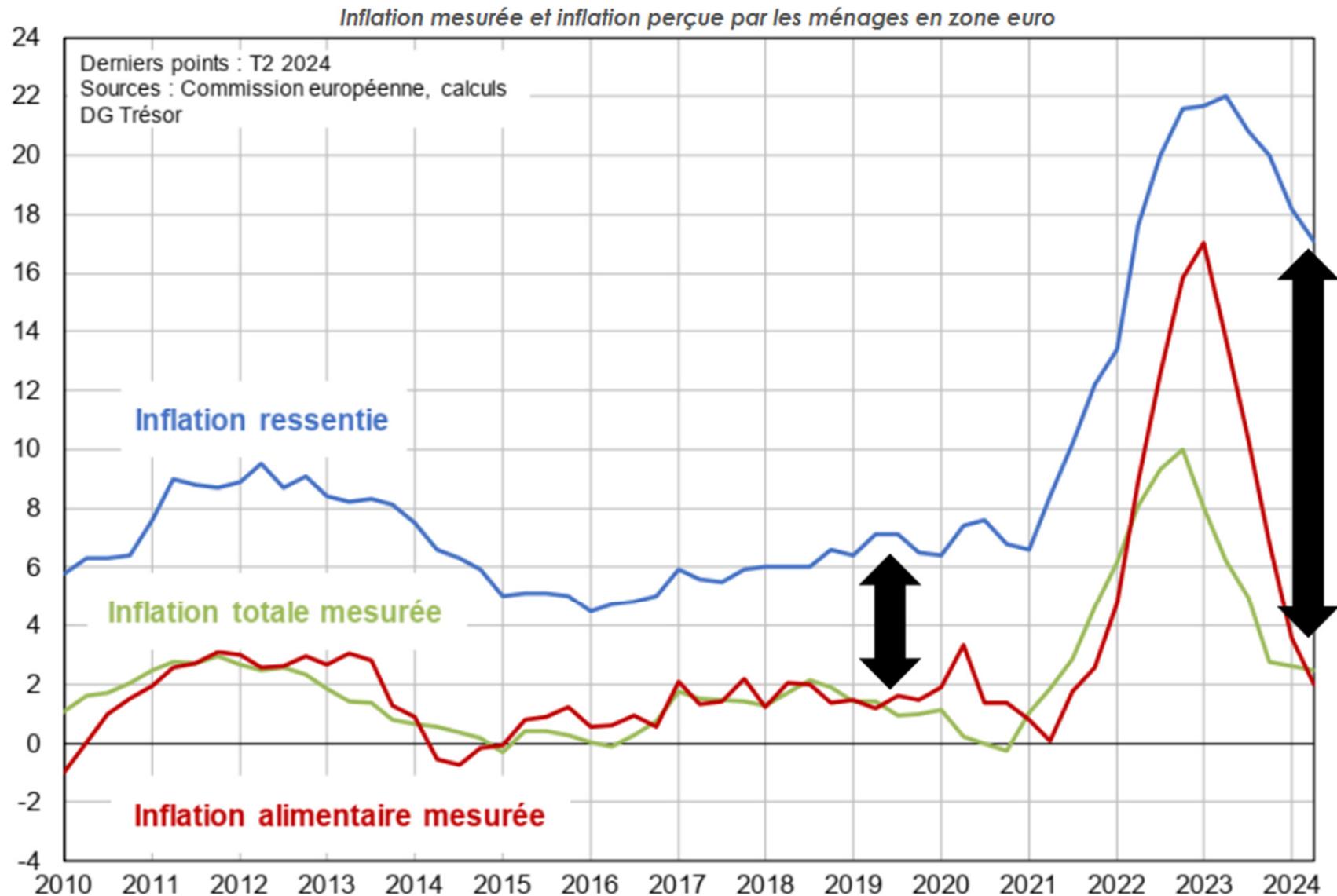
Le ralentissement de l'inflation du fait des secteurs de l'alimentation, des produits manufacturés et de l'énergie



Inflation d'ensemble et contributions par poste en glissement annuel en %
 Source : INSEE (note de conjoncture octobre 2024)



L'écart entre l'inflation mesurée et l'inflation perçue explique la faible consommation et le haut niveau d'épargne des ménages



B- L'actualisation des bases fiscales

Éléments de contexte prospectif de la commune -FISCALITE

- **Actualisation des bases** : Pour 2025, compte tenu du ralentissement de l'inflation, la revalorisation des bases locatives cadastrales devrait se situer **autour de 1,7%**
(effet revalorisation entre +75 K€ de produit fiscal sur le FB)

Dispositions du second alinéa de l'article 99 de la loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017 modifiant l'article 1518 bis du code général des impôts :

« A compter de 2018, dans l'intervalle de deux actualisations prévues à l'article 1518, les valeurs locatives foncières, **à l'exception** des valeurs locatives mentionnées au premier alinéa du I de l'article 34 de la loi n° 2010-1658 du 29 décembre 2010 de finances rectificative pour 2010, sont majorées par application d'un coefficient égal à 1 majoré du quotient, **lorsque celui-ci est positif**, entre, d'une part, la différence de la valeur de l'indice des prix à la consommation harmonisé du mois de novembre de l'année précédente et la valeur du même indice au titre du mois de novembre de l'antépénultième année et, d'autre part, la valeur du même indice au titre du mois de novembre de l'antépénultième année. »

Concerne donc les valeurs locatives des :

- locaux affectés à l'habitation ou servant à l'exercice d'une activité salariée à domicile,
- des immobilisations industrielles passibles de la taxe foncière.

Ne concerne pas les valeurs locatives des :

- locaux commerciaux (magasins, cliniques, hôtels...),
- les locaux affectés à une activité libérale (bureaux...).

Eléments de contexte prospectif de la commune -FISCALITE

► **Actualisation des bases** : Pour 2025, compte tenu du ralentissement de l'inflation, la revalorisation des bases locatives cadastrales devrait se situer **autour de 1,7%** (effet revalorisation entre +75 K€ de produit fiscal sur le FB contre 160 K€ l'année dernière)

► **RAPPEL** : Depuis 2024 **Taxe d'habitation sur les logements vacants (THLV), élargissement des « zones tendues »** depuis la LF 2023 (définies à l'art. 232 CGCT) liste des communes publiées au décret n° 2023-822 du 25 août 2023.

→ **Entrée de Noyal dans le groupe « zones tendues »**

= Perte du produit communal sur les logements vacants au profit de l'ANAH

Mise en place d'une compensation par l'Etat art 73 PLF 2024 (de 24,7 millions d'euros en 2024) au profit des communes et intercommunalités qui percevaient jusqu'à présent la **taxe d'habitation sur les logements vacants (THLV)** et, qui, dans le cadre de la réforme du périmètre des zones tendues, devront abandonner cette ressource (article 25). Compensation produit 2023 à l'euro près mais aucune mention d'indexation.

Note : quand elles entrent dans le périmètre des zones tendues, les communes peuvent instituer la majoration de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires.

I – TAXES PRINCIPALES (DANS LES RÔLES GÉNÉRAUX DE 2023)

Taxe d'habitation (TH)	Taux	Base	Produit	Lissage
- Commune : - TH	20,27	553 888	112 273	0
- majo. résid. second.	>>>	>>>		>>>
- Syndicat(s)				
- EPCI	13,64	553 888	75 550	0
		TOTAL	187 823	

Compensation 2024 de la commune = 14 878 K€ = 2025

Taxe d'habitation sur les logements vacants (THLV)	Taux	Base	Produit	Lissage
- Commune	20,27	104 890	21 261	>>>

Éléments de contexte prospectif de la commune - Fiscalité sur les Logements vacants



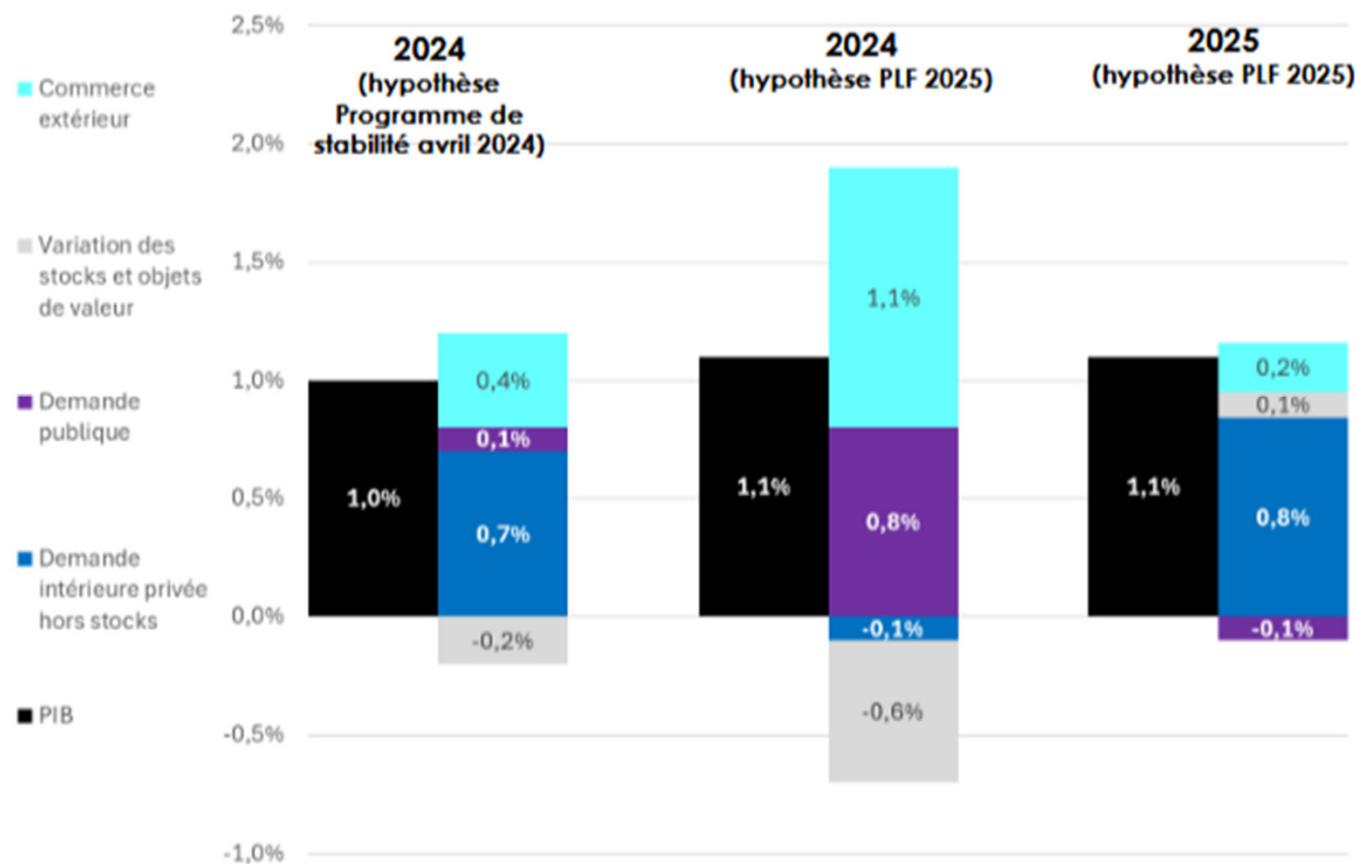


C- Le PIB

Une croissance 2025 tirée par la demande intérieure privée soutenue par la baisse du taux d'épargne PLF 2025

	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Evolution du PIB en volume PLF 2025	1,1%	1,1%	1,1%	1,4%	1,5%	1,5%
Evolution du PIB potentiel	1,2%	1,2%	1,2%	1,2%	1,2%	1,2%
Ecart de production annuel	-0,1%	-0,1%	-0,1%	0,2%	0,3%	0,3%
Ecart de production cumulé rattrapable	-0,6%	-0,6%	-0,7%	-0,5%	-0,3%	0,0%

La décomposition de la croissance du PIB



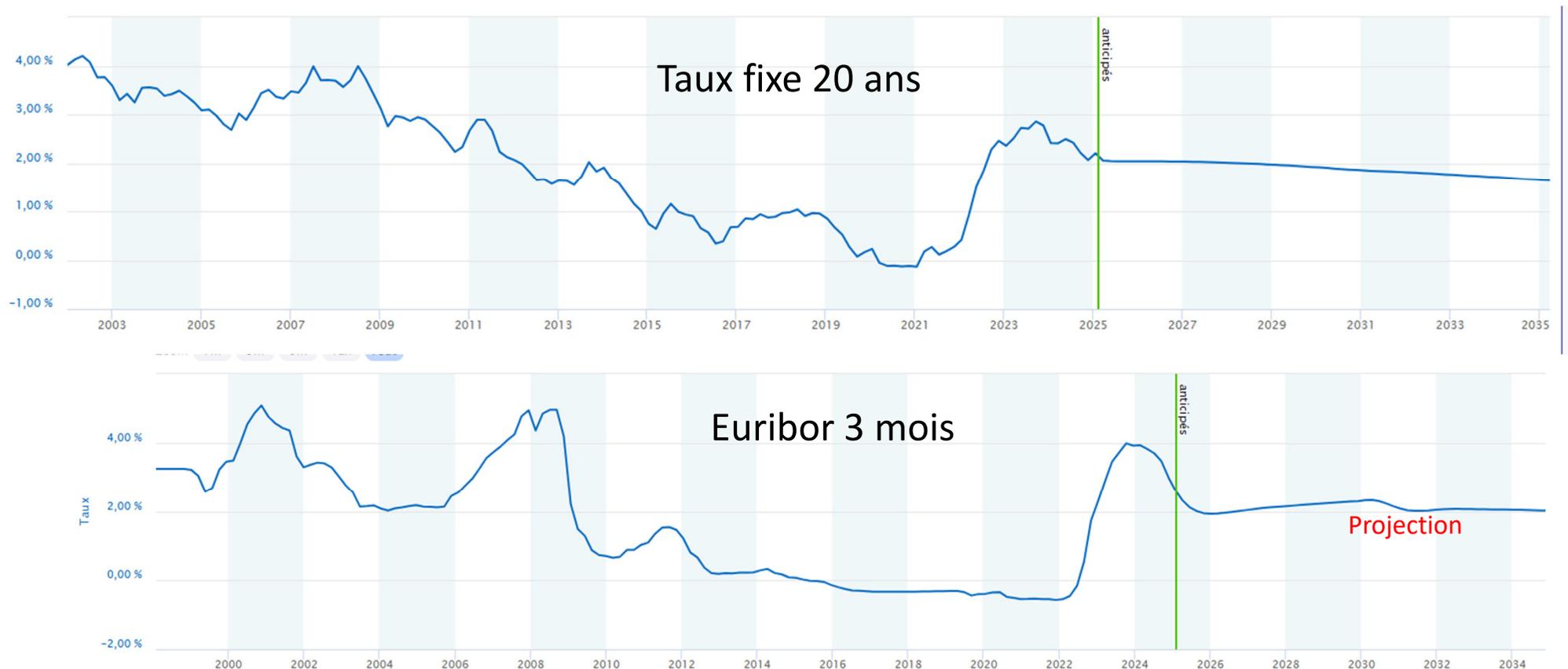
D - Les taux d'intérêts

Éléments de contexte prospectif de la commune - Taux d'intérêts

► Taux d'intérêt de Marché (avant marges bancaires) :

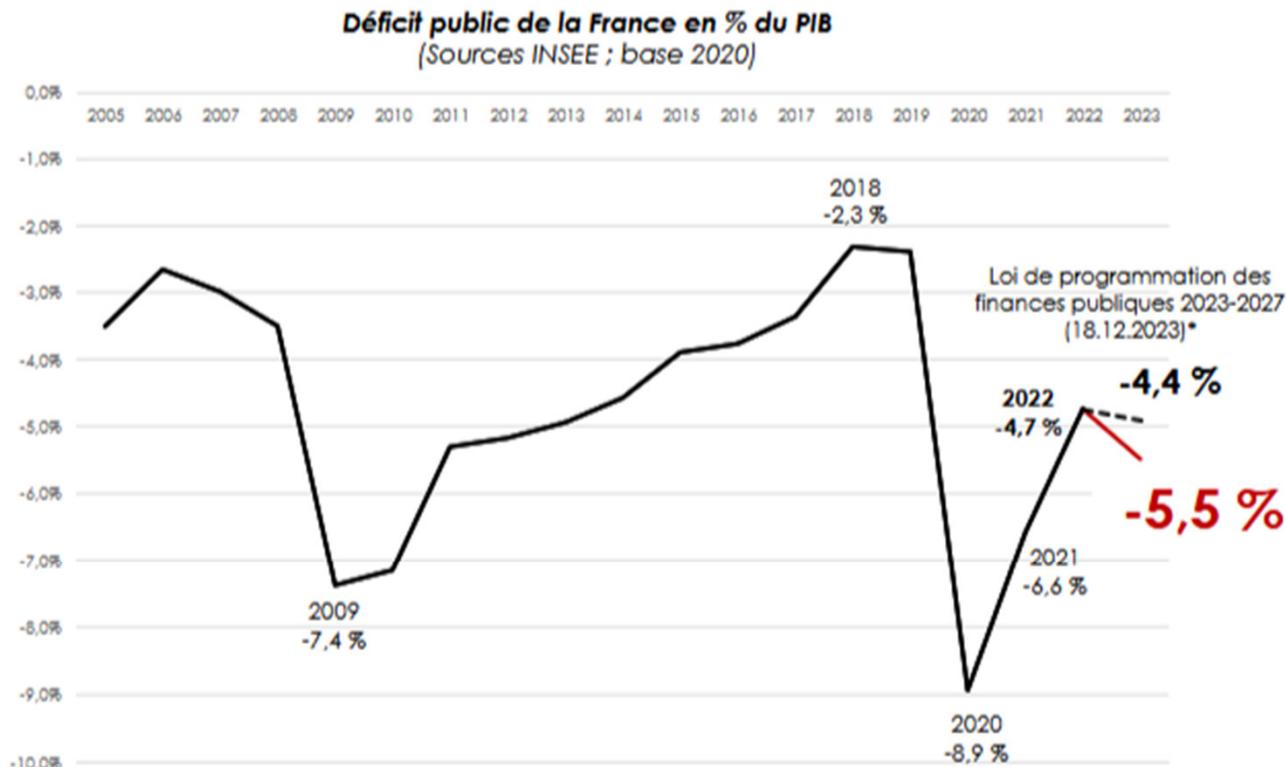
Décroissance des **taux fixes** de marché sur 2024, moyenne autour de 2,3% pour les taux fixe a 20 ans (contre 2,7 % en 2023)

Croissance du **taux moyen variable en 2024, Euribor 3 mois** moyenne autour de 3,6 % en 2024 contre 3,4 % en 2023 (16% dette à taux variable sur l'Euribor 3 mois)



SITUATION ET PERSPECTIVES DES FINANCES PUBLIQUES

Le dérapage du solde public en 2023



Extrait du rapport de la Cour des Comptes sur la situation et les perspectives des finances publiques ; juillet 2024 :

« L'année 2023, une très mauvaise année en matière de finances publiques

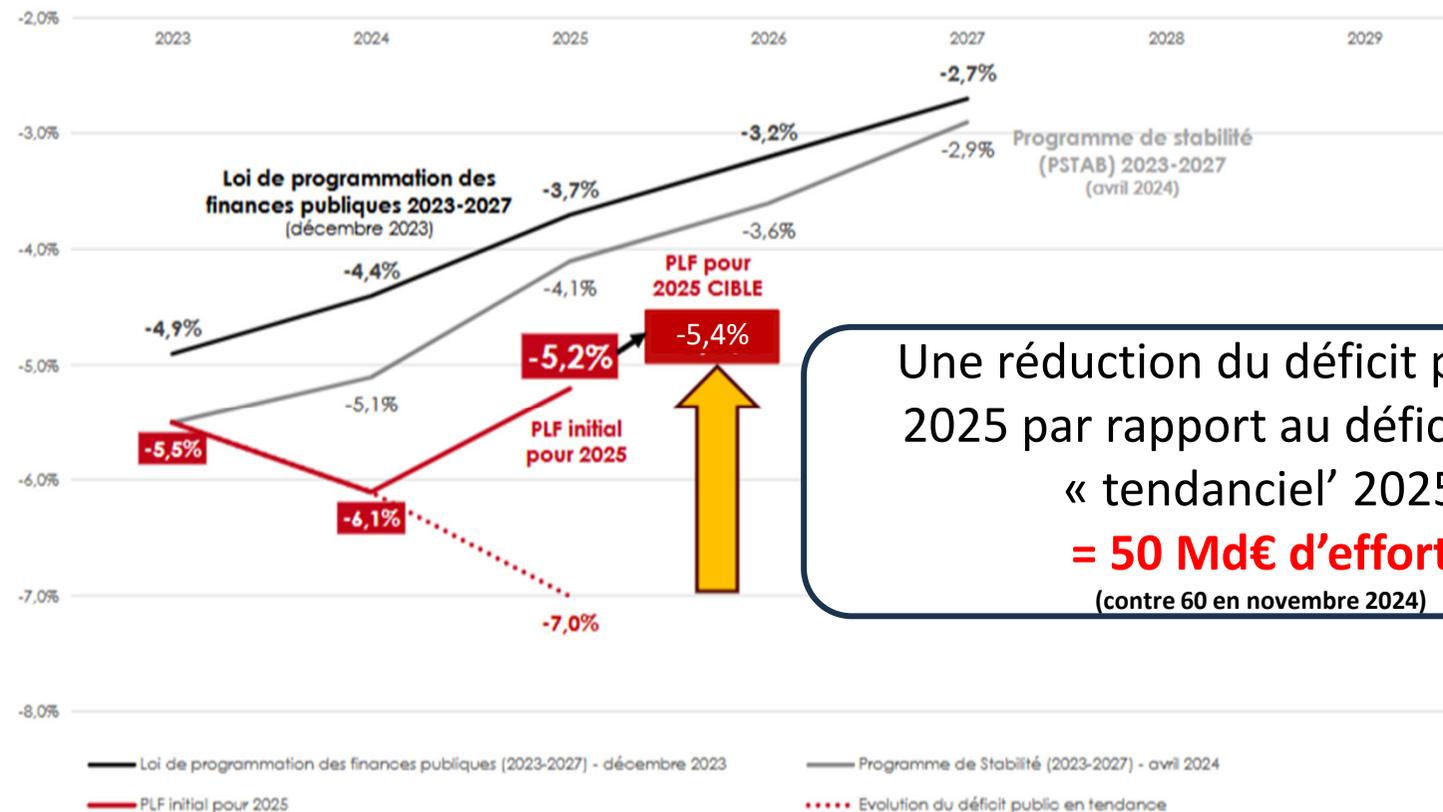
Cette aggravation du déficit tient à **trois facteurs** :

- d'abord, **une faible croissance spontanée des prélèvements obligatoires [...]**
- ensuite, **la poursuite de baisses discrétionnaires d'impôts pour plus de 10 Md€ [...]**;
- enfin, **l'absence d'économies structurelles [...]**,

Le nouveau dérapage des finances publiques en 2024 et objectif pour 2025

Projet de Loi de Finances pour 2025 (exposé général des motifs) : « En l'absence de mesures, le déficit public aurait atteint environ 7 % du PIB en 2025. [...]

Le Gouvernement a donc décidé de prendre des mesures d'ampleur dès 2025 pour ramener le déficit à 5,4 % du PIB en 2025, alors que celui-ci atteint 6,1 % en 2024. L'objectif de passer sous la barre des 3% de déficit en 2029 est maintenu par l'exécutif dans ce nouveau projet.



50 Md€ en 2025 pour ramener le déficit public à 5,4 %. Le « cocktail budgétaire » gouvernemental comprend une baisse des dépenses de l'État et des taxes exceptionnelles sur les plus fortunés et les plus grandes entreprises.

Éléments de contexte prospectif de la commune - DOTATIONS

► NOUVEAU PLF 2025 :

En 2023, le déficit public s'est élevé à 5,5 % du PIB, après 4,7 % en 2022 et contre 4,4 % attendus dans le PLF 2024 :

Le creusement du déficit en 2023 s'explique par trois facteurs : une faible croissance spontanée des prélèvements obligatoires après deux années exceptionnelles post-covid ; la poursuite de baisses d'impôts pour plus de 10 milliards € ; et enfin, les dépenses publiques hors mesures exceptionnelles et hors charges d'intérêts qui ont continué d'augmenter à un rythme nettement supérieur à l'inflation.

En 2024, le déficit public atteint 6,1 % soit 139 Md€ (contre 5,5 % dans le Programme de stabilité), ce qui marquerait un deuxième dérapage consécutif pour le gouvernement, ce qui est inhabituel en dehors des périodes de crise.

Le Gouvernement a donc décidé de prendre des mesures d'ampleur dès 2025 pour ramener le déficit à **5,4 % du PIB en 2025**, alors que celui-ci atteint 6,1 % en 2024. **L'objectif de passer sous la barre des 3% de déficit en 2029 est maintenu par l'exécutif dans ce nouveau projet.**

Annnonce d'effort de **50 Milliard en 2025** pour ramener le **déficit public à 5,4 %.**

Éléments de contexte prospectif de la commune - DOTATIONS

► NOUVEAU PLF 2025 pour les collectivités :

S'agissant des collectivités, le curseur des économies fixé est de **2,2 milliards d'euros**.

Conservation du **gel de la TVA (fiscalité)** versée aux collectivités, qui doit faire économiser 1,2 milliard d'euros à l'État.

Abandon en revanche de la limitation du périmètre et du taux du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA), qui devait raboter de 800 millions d'euros les recettes des collectivités pour 2025.

Abandon du fonds de précaution, qui devait ponctionner 3 milliards d'euros sur les recettes de 450 grandes collectivités et intercommunalités,

Remplacé par un "**dispositif de lissage conjoncturel des recettes fiscales**" des collectivités ("Dilico") les plus favorisées. Il cible un nombre plus élevé de communes ("moins de 2.000"), mais une cinquantaine de départements, pour des montants plus faibles, permettant de mettre en réserve au total "1 milliard d'euros". (Rennes Metro 5,6 M€, département 6,7 M€; région 8,2 M€)

Augmentation de la DGF de 290 millions d'euros dont 150 M€ DSR prélevés notamment sur la DSIL. Les autres dotations d'investissement seraient préservées.

Baisse du fonds vert de 1,350 milliard d'euros en AE par rapport à la loi de finances de 2024, soit désormais 1,150 milliard d'euros. L'enveloppe des CP du fonds vert est quant à elle stable

Poursuite lissage Effort fiscal lissage décalé d'un an (80% encore en 2025) (art. 61) (cf. conséquence suppression TH)

Augmentation du taux de CNRACL de 3 points par an pendant 4 ans (+ 220 K€ en 4 ans (+55 K€ par an))

Éléments de contexte prospectif de la commune - DOTATIONS

► DGF :

+ **150 millions d'euros ?** (note : qui ne compensent pas intégralement l'inflation)
dont +150 millions d'euros sur la dotation de solidarité rurale (DSR)
→ Noyal Chatillon sur Seiche concerné par la DSR

Population : Le **recensement communal 2023 qui atteint les 8000 habitants**, va être pris en compte lissé sur 3 ans et impacte significativement la dotation globale de Fonctionnement (repartie par hab.) et indirectement en jouant sur les indicateur / hab.

► Dotation communautaire :

Depuis la disparition de la dotation de neutralisation sur 20 ans, re-injectée au sein d'une enveloppe « DSC critères », **évolution communale dépend de l'évolution des critères relativement aux autres communes.**

Dotation de solidarité communale en diminution en 2023 (-8 K€; 7677 K€) est en augmentation en 2024 (+15,6 K€) en effet **l'évolution communale dépend de l'évolution des critères relativement aux autres communes.**

► FPIC :

Rennes Métropole est proche du seuil d'inéligibilité, impact progressif défavorable à Rennes Métropole sur le potentiel financier agrégé suite à la modification progressive de l'effort fiscal : risque de perte totale du FPIC en 2026 **(perte progressive potentielles de 105 K€ pour la commune)**

Les principaux éléments de contexte National

Ralentissement de l'inflation

Objectif déficit < 3 % d'ici 2029 → 5,4 % en 2025

PLF 2025 et mesure législatives diverses

- + 150 M€ sur la Dotation de Solidarité Rurale (DSR)
- Diminution du Fonds Vert de **de 1,350 milliard d'euros** en AE par rapport à la loi de finances de 2024
 - Gel de la TVA (fiscalité) versée aux collectivités (Rennes Métropole)
- **Mise en place d'un "dispositif de lissage conjoncturel des recettes fiscales"** concernant 2000 communes les plus « riches »

- Actualisation des Bases : +1,7%

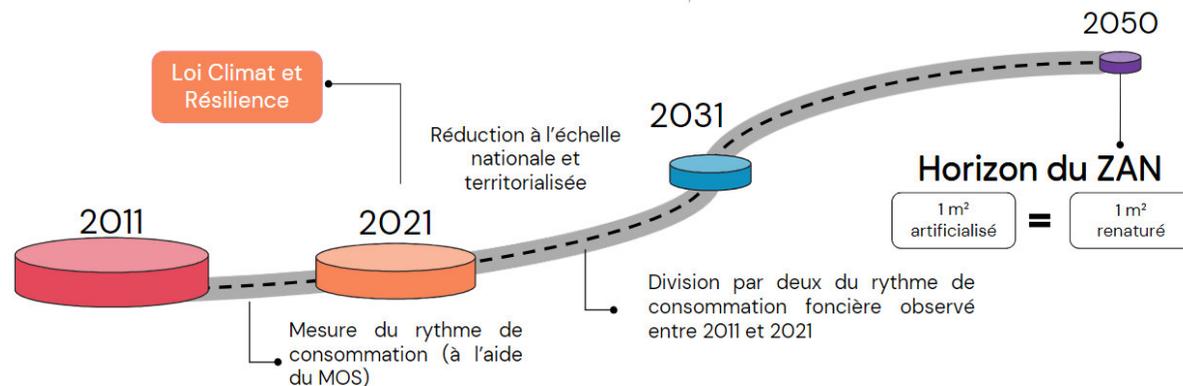
+12 points de CNRACL en 4 ans = + 220 K€ en 4 ans (+55 K€ par an)

La retranscription de la loi Climat et Résilience dans les documents métropolitains conditionne les demandes d'autorisations d'ouvertures à urbanisation de la ZAC CVO

Éléments de contexte prospectif de la commune – LOI CLIMAT ET RESILIENCE

- Plusieurs éléments de contexte impactent le projet municipal de ZAC Cœur de ville Orson notamment :

La retranscription de la loi Climat et Résilience dans les documents métropolitains



Procédure de Modification n°2 du Plui (en cours) et prise en compte des demandes d'ouverture à l'urbanisation

A date : Arbitrage de la métropole sur les demandes d'ouverture à l'urbanisation :

- **Secteur de l'Orson (Partie en zone 2AU) non retenu pour le M2.** (Simple mention dans le dossier de concertation de la M2).
- *Echéancier des futures ouvertures à l'urbanisation sur les prochaines adaptations du PLUI M3 (2028/2030)*

Procédure de Modification simplifiée du SCOT en cours (Scot Zan compatible).

Arrêt des surfaces possibles par EPCI (Quota ZAN à ne pas dépasser / lien avec plui)

Bruz : secteur Mons Rouaudière
Chavagne : secteur La Grande Morinais
Le Rheu : secteur Les Landes d'Apigné
Noyal-chatillon-Sur-Seiche : secteur Orson
Orgères : Bouharré
Cesson-Sévigné : Les Pierrins Est
Pont Péan : secteur La Mine

→ la commune travaille à la mise en œuvre de son programme d'urbanisation en extension urbaine sur le secteur de l'Orson compte tenu des modifications apportées par le ZAN.
Elle poursuit son travail d'optimisation du projet et statuera à son terme sur la conduite à tenir.

Pour Noyal Chatillon sur Seiche en 2025 : Points de vigilance à court, moyen et long termes

Impact direct

- Incertitudes sur l'impact des mesures prises et à venir par l'état pour ramener le déficit public à 3% en 2029
- Incertitudes sur le cout de la dette
- Incertitudes sur les capacités d'aménagement urbain (ZAN)

Impact indirect

- Impact des politiques nationales sur nos partenaires syndicats , département, Rennes Métropole, associations ...

Répercussion sur le niveau de service , les subventions, les participations ...



Nécessité de conserver des capacités d'ajustement en fonction des impacts réellement constatés sur les dépenses et recettes communales



II- La situation financière de la commune au 31 décembre 2024

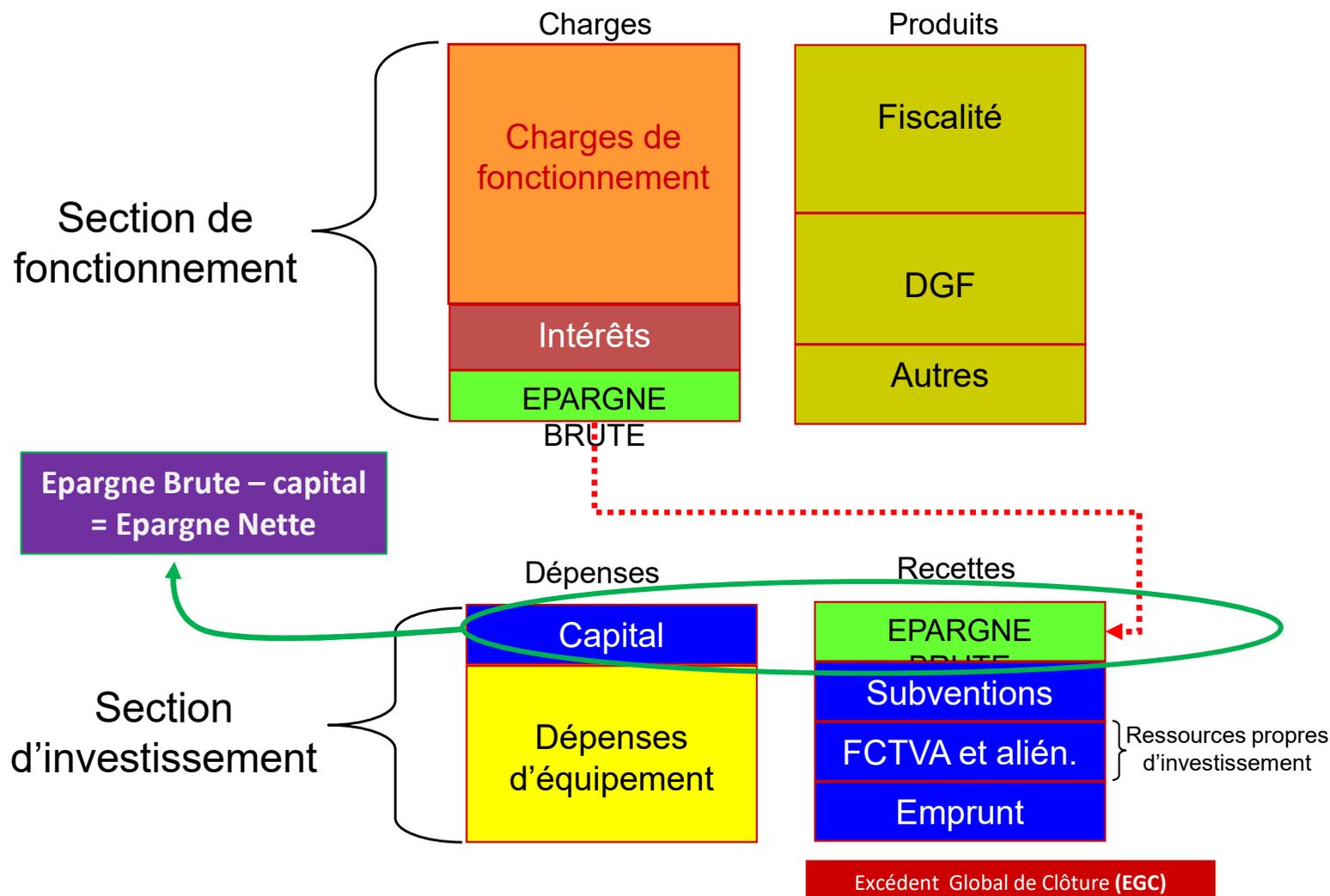
La structure du budget communal

Au cours de l'année / « Exercice Budgétaire »

	CHARGES / DEPENSES	PRODUITS/ RECETTES
FONCTIONNEMENT ensemble des opérations de dépenses et recettes de gestion courante qui interviennent au cours d'une année	<ul style="list-style-type: none">- Eau, électricité, petit matériel...- Les charges de personnel,- Les contrats de prestation- Les contributions aux associations- Les contributions aux syndicats...- Les intérêts de la dette...	<ul style="list-style-type: none">- Ressources fiscales- Produits d'exploitation des services (ex. recettes EIM)- Loyer, location de salles, ...)- Dotations de l'Etat essentiellement la « Dotation Globale de Fonctionnement »
INVESTISSEMENT principalement ensemble des opérations de recettes et de dépenses ponctuelles qui modifient la consistance ou la valeur du patrimoine local	<p style="text-align: center;">Annuité</p> <ul style="list-style-type: none">- Le remboursement en capital de la dette,- Les achats de véhicules, mobiliers...- Les travaux voirie,- Les travaux pour l'entretien du patrimoine intercommunal- La construction de bâtiments...	<ul style="list-style-type: none">- Les excédents de ressources de la section de Fonctionnement- Subventions de l'Etat, région, département, groupement ...)- Emprunts- Ressources affectées (taxe d'aménagement...)- Les cessions d'actifs,

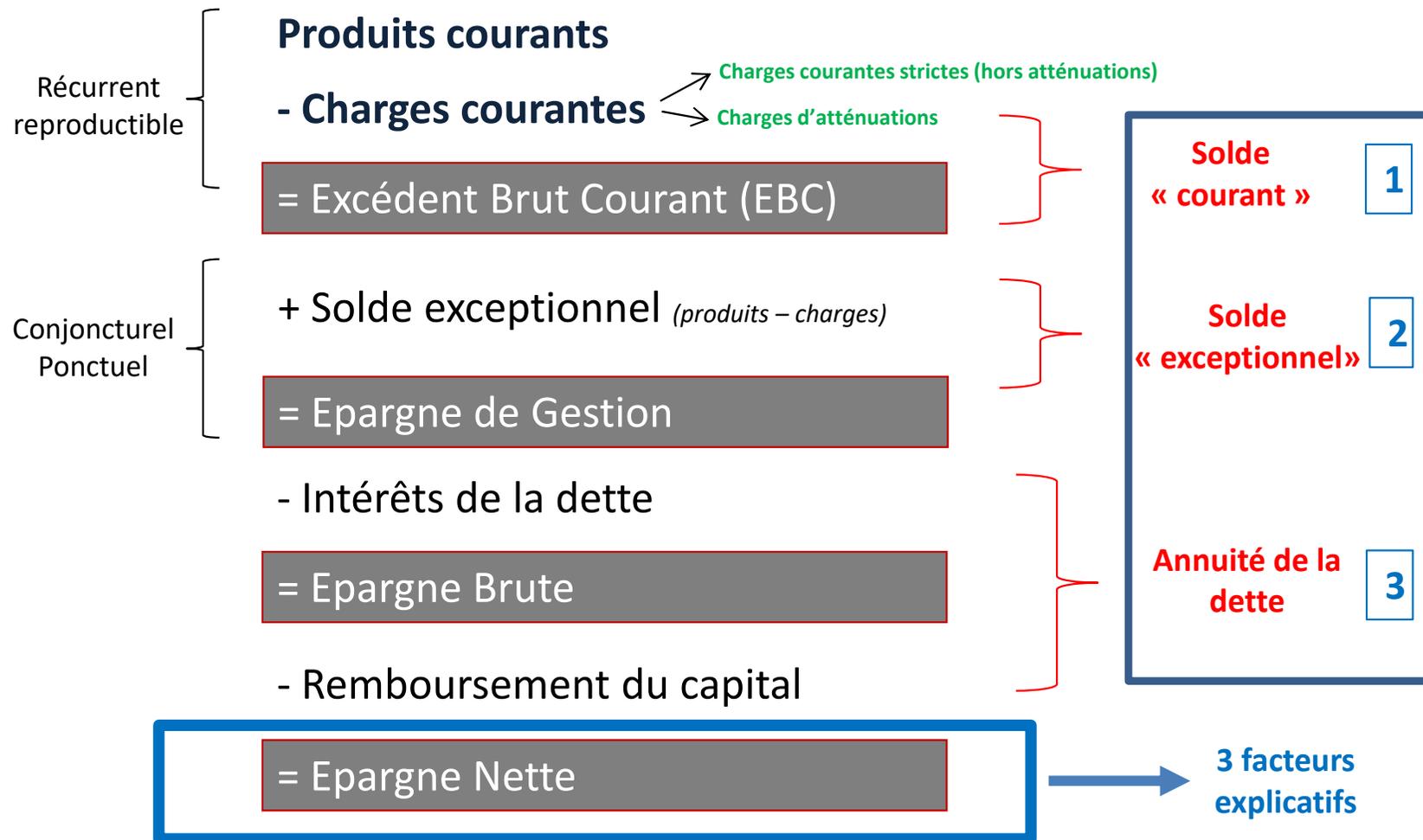
Notion Pluriannuelle : Au cours des différents exercices, la commune a pu accumuler des excédents de recettes par rapport aux dépenses. Cette « réserve » est appelée **Excédent Global de Clôture**. Elle ne se renouvelle pas nécessairement.

Budget : vue schématique



Chaîne de l'épargne

Les 3 facteurs d'évolution de l'autofinancement



Contrainte d'équilibre financier annuelle (équilibre économique)

Notre objectif financier :

La règle économique : Les recettes de fonctionnement doivent couvrir les dépenses de fonctionnement et le solde dégagé doit permettre le remboursement du capital de la dette :

Epargne Nette (EN) ≥ 0

Elle constitue la capacité d'autofinancement annuel

Progression de l'EN : la commune développe de nouvelles marges de manœuvre

*Diminution de l'EN : la commune perd des possibilités d'action /
effet « ciseau » entre les charges et les produits
→ risque de déséquilibre*

→ Avoir une Epargne nette positive stable ou en croissance

Normes courantes d'appréciation du risque

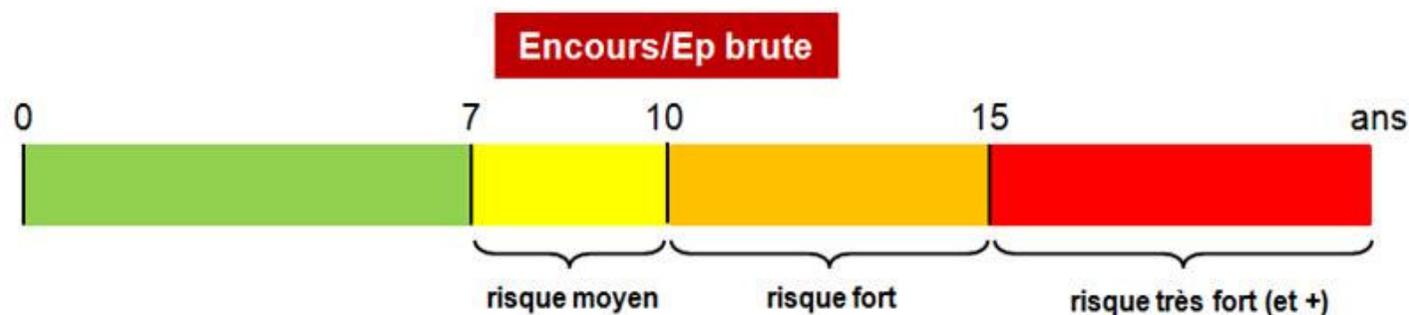
Contraintes d'équilibre financier pluriannuel

Notre objectif financier :

L'indicateur de risque d'insolvabilité utilisé par les banques pour définir les conditions de prêts

Encours au 31/12 / Epargne brute
= Délai ou capacité de désendettement

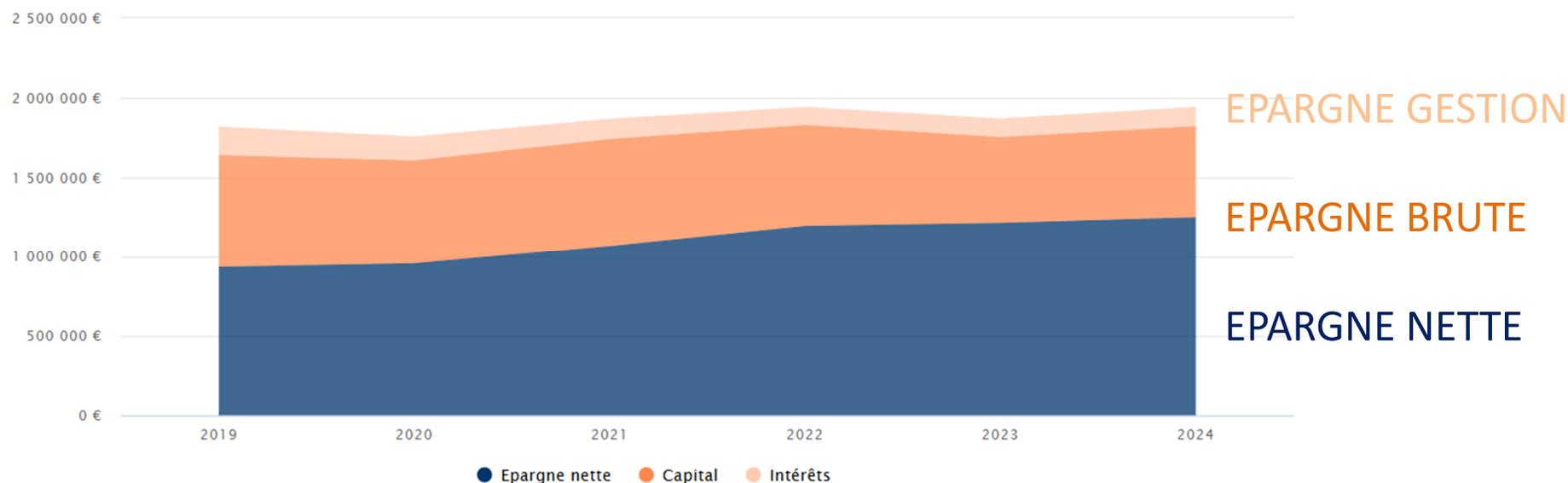
Nombre d'années qu'il faudrait à la commune pour rembourser la totalité de l'encours de la dette (stock) avec son niveau d'épargne brute (sans nouvel emprunt).



→ Avoir un Délai de désendettement inférieur à 7 années (voir 10 en pleine croissance) et stabilisé (maintien du niveau d'endettement) ou décroissant (désendettement)

La chaine d'épargne

K€	2019	2020	2021	2022	2023	2024 prévi	Var ° 2024 prévi 2023	Var ° 2024 prévi 2023%
Produits de fct. courant	6 904	6 989	7 493	8 063	8 559	8 960	400	4,7%
- Charges de fct. courant	5 101	5 226	5 623	6 117	6 722	7 012	290	4,3%
= EXCEDENT BRUT	1 803	1 763	1 869	1 946	1 838	1 948	110	6,0%
+ Solde exceptionnel large	16	-6	-1	-2	32	-6	-38	-118,0%
= EPARGNE DE GESTION	1 819	1 757	1 868	1 943	1 870	1 942	72	3,9%
- Annuité de la dette	883	799	798	747	655	690	35	5,4%
= EPARGNE NETTE (EN)	936	958	1 070	1 196	1 215	1 252	37	3,0%



Des niveaux d'épargne qui progressent sur la période
L'autofinancement atteint 1 215 K€ en 2023.

La chaine d'épargne

K€	2019	2020 COVID	2021	2022	2023	2024 prévi	Var° Moyenne /an	Var° Moyenne /an %	Var ° 2024 prévi 2023	Var ° 2024 prévi 2023%
Produits de fct. courant	6 904	6 989	7 493	8 063	8 559	8 960	411	5,4%	400	4,7%
- Charges de fct. courant	5 101	5 226	5 623	6 117	6 722	7 012	382	6,6%	290	4,3%
= EXCEDENT BRUT	1 803	1 763	1 869	1 946	1 838	1 948	29	1,6%	110	6,0%
+ Solde exceptionnel large	16	-6	-1	-2	32	-6	-4	-182,0%	-38	-118,0%
= EPARGNE DE GESTION	1 819	1 757	1 868	1 943	1 870	1 942	25	1,3%	72	3,9%
- Intérêts	178	149	126	113	115	119	-12	-7,7%	4	3,6%
= EPARGNE BRUTE (EB)	1 641	1 608	1 742	1 830	1 755	1 823	36	2,1%	68	3,9%
- Capital	705	650	673	634	539	571	-27	-4,1%	31	5,8%
= EPARGNE NETTE (EN)	936	958	1 070	1 196	1 215	1 252	63	6,0%	37	3,0%

EXCEDENT BRUT COURANT :

Il présente une certaine stabilité sur la période à l'exception de l'année de la crise sanitaire.

Après une légère inflexion en 2023, en 2024 il retrouve le niveau de 2022, 1,9 M€ (+110 K€). En 2024, la progression des charges 290 K€ (<à l'évolution moyenne sur la période) a été plus que compensée par la progression des produits (+400 K€, dans la moyenne sur la période).

EPARGNE DE GESTION : Est relativement stable depuis 2019 (excepté crise du COVID). La perception d'une taxe exceptionnelle terrain devenu constructible pour 40 K€, atténue la diminution de l'EBC en 2023. En 2024, elle suit l'évolution de l'EBC.

EPARGNE BRUTE : se situe à 1 823 K€, soit une augmentation de 68 K€ par rapport à 2023.

EPARGNE NETTE : s'élève à de 1 252 K€ (+37 K€ par rapport à 2023) à la fin de l'exercice, l'augmentation de l'annuité (+35 K€) (cf. dette taux variables) vient compenser une partie de la hausse de l'EBC constatée entre 2023 et 2024.

Amélioration du niveau d'autofinancement entre 2018 et 2024, l'autofinancement atteint aujourd'hui 1 252 K€.

Les CHARGES de Fonctionnement 2019 -2024

K€	2019	2020	2021	2022	2023	2024 prévi	Var° Moyenne /an	Var° Moyenne /an %
Charges fct courant strictes	5 099	5 225	5 623	6 111	6 719	7 004	381	6,6%
Charges à caractère général	1 110	1 109	1 154	1 295	1 534	1 503	79	6,3%
Charges de personnel	3 320	3 427	3 737	4 113	4 420	4 675	271	7,1%
Autres charges de gestion courante	669	689	732	703	764	826	31	4,3%
Atténuations de produits	1	1	0	6	2	7	1	37,7%
Charges de fonctionnement courant	5 101	5 226	5 623	6 117	6 722	7 012	382	6,6%
Charges exceptionnelles larges	3	7	14	38	9	6	0	11,5%
Charges de fct hors intérêts	5 104	5 233	5 637	6 155	6 730	7 018	383	6,6%
Intérêts	178	149	126	113	115	119	-12	-7,7%
Charges de fonctionnement	5 282	5 382	5 763	6 268	6 846	7 117	371	6,2%

Sur la période près de 1,8 M€ en 5 ans soit 371 K€ par an (+6,2 % par an)

La progression des charges s'explique principalement par la **progression des charges de personnel +1,3 M€** (+271 K€ en moyenne annuelle, + 7,1% /an) qui représentent en 2024 65,5% des charges fonctionnement. Cette progression est en lien avec le développement des services en régie de la commune mais aussi des augmentations des valeurs de points (+3,5% en juillet 2022, +1,5% en juillet 2023, +5 points en janvier 2024) ou encore l'évolution de la politique RH communale (Tickets Restaurant +16 K€ en 2024).

Quelques **évolutions des charges de personnel en lien avec le développement des services** : la reprise de la restauration scolaire en régie à la rentrée 2017 et le développement du service cuisine centrale et cuisine annexes +88 K€ entre 2019 et 2024 (327 K€ de RH en 2024), le périscolaire +475 K€ sur la période (877 K€ de RH en 2024, représente 19% des charges de personnel), l'ouverture en 2020 de l'école petit Prince représente +170 K€ de RH en 2024 (hors restauration et perisco., 298 K€ avec) +81 K€ RPEI, + 13 K€ de LAEP, ...

Autres charges :

Les **participations aux syndicats progressent de 119 K€** (+77 K€ musique, +42 K€ piscine). Nouvelles charges (hors personnel) : Maison médicale (+39 K€, remboursées via loyer), école petit prince (+111 K€)

Note : La progression des **charges d'énergie** sur la période 2019 -2024 est significative **+209 K€**.

Focus sur les charges de Fonctionnement 2024

K€	2023	2024 prévi	Var °2024 prévi-2023	Var °2024 prévi-2023%
Charges fct courant strictes	6 719	7 004	285	4,2%
Charges à caractère général	1 534	1 503	-31	-2,0%
Charges de personnel	4 420	4 675	255	5,8%
Autres charges de gestion courante	764	826	61	8,0%
Atténuations de produits	2	7	5	201,7%
Charges de fonctionnement courant	6 722	7 012	290	4,3%
Charges exceptionnelles larges	9	6	-3	-32,7%
Charges de fct hors intérêts	6 730	7 018	287	4,3%
Intérêts	115	119	4	3,6%
Charges de fonctionnement	6 846	7 137	291	4,3%

Augmentation des charges courantes en 2024 : + 291 K€ +4,3% (en ralentissement par rapport à 2023: +9,2%)

Plusieurs facteurs contribuent à la progression des charges en 2024 dont principalement :

+ 255 K€ de charges de personnel (dont + 47 K€ liés à l'augmentation obligatoire +5 points, +1pts cotisations patronales +17 K€; 10 K€ avances, +26 K€ liés à la revalorisation du point d'indice, +75 K€ liés aux coûts des remplacements et renforts (couverts par l'assurance : 52 K€), capital décès 29 K€ (assurance : 25 K€), +16 K€ de ticket restaurants, +38 K€ création de postes et modifications postes internes (Créations : 3 ATSEM, chargé mission urbanisme); +8 K€ archiviste, +8 K€ élections.

+31 K€ de participation à l'école de musique Jean Wiener

+15 K€ de participation à l'OGEC

+13 K€ d'alimentation

+18 K€ participation exceptionnelle aux frais d'entretien de la balayeuse

...

Ces augmentations sont en partie atténuées par la diminution de certaines charges dont principalement :

-32K€ de charges sur **l'énergie** (près de 395 K€ en 2024 contre 428 K€ en 2023), sous l'effet de la contraction des prix et des efforts faits pour la maîtrise des consommations.

: des efforts de maîtrise des charges ont été opérés sur l'achat de fournitures (-7 K€), des carburants (-7 K€), moins de besoin de maintenance sur les biens communaux (- 38 K€), moins d'honoraires (-12 K€)

-25 K€ de taxes, en 2023 les taxes 2022 n'ayant pas été sollicitées par Rennes Métropoles, avaient constitué une « double dose » exceptionnelle sur 2023 pour près de 26 K€, en 2024 le budget repart sur un niveau annuel de taxe soit 35 K€

en lien a une charge exceptionnelle en 2023 du fait du décalage des taxes 2022

Les charges de Fonctionnement

K€	2019	2020	2021	2022	2023	2024 prévi	Var° Moyenne /an	Var° Moyenne /an %	Var °2024 prévi-2023	Var °2024 prévi- 2023%	
	COVID										
Charges fct courant strictes	5 099	5 225	5 623	6 111	6 719	7 004	381	6,6%	285	4,2%	
Charges à caractère général	1 110	1 109	1 154	1 295	1 534	1 503	79	6,3%	-31	-2,0%	
restauration en régie (hors 611)	127	101	130	150	175	192	13	8,6%	17	9,6%	
assurances c/616 sf personnel	29	30	28	29	32	36	1	3,8%	4	12,0%	
contrats prest. services, maint., cotisations (611+6156+6281) Hors Pole Sante	128	137	182	191	216	230	20	12,4%	13	6,1%	
Eau, gaz, élect, téléphonie (60611+60612+6262) Hors Pole santé	240	245	233	312	461	433	39	12,6%	-28	-6,0%	
assurance dommage ouvrage	23	12	0	0	0	0	-5	so	0	so	
Pôle santé charges générales	0	0	19	25	39	39	8	so	0	0,4%	
Solde charges à caractère général	563	584	562	587	611	574	2	0,4%	-37	-6,1%	
Charges de personnel	3 320	3 427	3 737	4 113	4 420	4 675	271	7,1%	255	5,8%	
Tickets Restaurant	0	0	0	0	0	32	6	so	32	so	
Assurance du personnel	39	44	46	56	65	74	7	13,6%	9	14,2%	
Solde charges de personnel	3 281	3 382	3 691	4 057	4 356	4 570	258	6,8%	214	4,9%	
Autres charges de gestion courante	669	689	732	703	764	826	31	4,3%	61	8,0%	
Syndicat piscine	63	62	108	95	109	105	8	10,7%	-4	-3,5%	
Subv creche asso	79	75	54	40	54	57	-4	-6,3%	2	4,5%	
Subventions compl. CCAS et salaires assoc.	37	50	62	45	45	50	3	6,4%	5	11,1%	
particip Ecole Musique	115	137	138	144	161	193	15	10,8%	32	19,7%	
Subv OGEC contrat association	158	152	145	160	165	180	4	2,7%	15	9,0%	
Solde autres charges de gestion courante	218	214	225	219	230	241	5	2,1%	11	4,8%	
Atténuations de produits	1	1	0	6	2	7	1	37,7%	5	201,7%	
Charges de fonctionnement courant	5 101	5 226	5 623	6 117	6 722	7 012	382	6,6%	290	4,3%	
Charges exceptionnelles larges	3	7	14	38	9	6	0	11,5%	-3	-32,7%	
Charges de fct hors intérêts	5 104	5 233	5 637	6 155	6 730	7 018	383	6,6%	287	4,3%	
Intérêts	178	149	126	113	115	119	-12	-7,7%	4	3,6%	
Charges de fonctionnement	5 282	5 382	5 763	6 268	6 846	7 137	371	6,2%	291	4,3%	

Sur la période 2019-2024 : près de 1,8 M€ en 5 ans soit 291 K€ par an (+4,3% par an)

Les PRODUITS de Fonctionnement 2019 -2024

K€	2019	2020 COVID	2021	2022	2023	2024 prévi	Var° Moyenne /an	Var° Moyenne /an %
Produits fonctionnement courant stricts	6 844	6 947	7 454	8 017	8 538	8 883	408	5,4%
Impôts et taxes (73 sauf 731)	968	984	1 009	989	990	1 002	7	0,7%
Fiscalité locale (731)	4 283	4 458	4 834	5 132	5 437	5 665	276	5,8%
Dotations et participations	836	854	885	1 024	1 085	1 301	93	9,2%
Autres produits de fct courant :	757	651	726	871	1 025	915	32	3,9%
Produits des services	700	600	680	739	822	714	3	0,4%
Produits de gestion	57	51	46	132	203	201	29	28,7%
Atténuations de charges	60	43	39	46	22	77	3	5,0%
Produits de fonctionnement courant	6 904	6 989	7 493	8 063	8 559	8 960	411	5,4%
Produits exceptionnels larges	19	1	12	36	41	0	-4	-79,6%
Produits de fonctionnement	6 923	6 990	7 505	8 099	8 600	8 960	407	5,3%

Sur la période près de 2 M€ de produits supplémentaires en 5 ans soit 407 K€ par an (+5,3%/an)

- La dynamique des produits de fonctionnement **repose majoritairement sur la dynamique des contributions fiscales** (près d'1,4 M€ soit +276 K€/an en moyenne, issus de la croissance des bases (+4,9 % par an en moyenne d'évolution nominale des bases de FB entre 2019-2024 avec une actualisation de +1,03% en moyenne par an, rappel : pas d'action sur les taux); cela représente 67 % de la croissance des produits courants),
- Dans une **moindre mesure**, il y a aussi pour la période : les **compensations fiscales +150 K€ (30/an moy.)** (induites principalement par les **reformes*** et plus marginalement par le développement communal), **la taxe sur l'électricité +33 K€**, la progression des produits de **cantine +93 K€ (+19K€/an moy.)**, de la **CAF +161 K€ (+32 K€/an moy.)** et de nouveaux loyers **+130 K€** pour la **maison médicale** yc rbsmt de charges et la **Dotation Globale de fonctionnement pour +63 K€ (+13 K€/an moy.)**.

A noter la perception de produits exceptionnels en 2023 : 41 K€ de taxe sur terrain devenu constructible, et autour de 70 K€ de produit exceptionnel sur la THRS (surévaluation des données déclaratives des propriétaires) et 13 K€ d'aide de l'état au recensement qui ne sont pas renouvelés en 2024.

Focus sur les produits de Fonctionnement en 2024

K€	2023	2024 prévi	Var °2024 prévi-2023	Var °2024 prévi- 2023%
Produits fonctionnement courant stricts	8 538	8 883	345	4,0%
Impôts et taxes (73 sauf 731)	990	1 002	12	1,2%
Fiscalité locale (731)	5 437	5 665	228	4,2%
Dotations et participations	1 085	1 301	216	19,9%
Autres produits de fct courant :	1 025	915	-110	-10,7%
Produits des services	822	714	-108	-13,1%
Produits de gestion	203	201	-2	-0,8%
Atténuations de charges	22	77	55	252,2%
Produits de fonctionnement courant	8 559	8 960	400	4,7%
Produits exceptionnels larges	41	0	-41	-100,0%
Produits de fonctionnement	8 600	8 960	359	4,2%

Modification comptable la PSO CAF est dorénavant en 2024 au chapitre 74 : participations (en 2023 PSO CAF = 154 K€)

Augmentation des produits en 2024 : + 359 K€ (+4,2%) (en ralentissement par rapport à 2023: +6,2% + 502 K)

+254 K€ les **contributions directes (330 K€ en 2023)**, avec principalement l'effet de l'actualisation des bases de FB +165 K€ du fait d'un coef de revalorisation des bases de +3,9% (contre +7,1% en 2023), l'évolution physique des bases de FB +3,3% (+104 K€),

Rappel en 2023 il y avait une évolution exceptionnelle des bases THRS conjoncturelle liés à surévaluation des données déclaratives des propriétaires, ce phénomène est corrigé en 2024 ce qui conduit à constater une diminution significative des bases de TH Résidence secondaires -32 %.

+25 K€ de compensation fiscale dont +15 K€ de compensation pour perte du produit TH sur logements vacants au profit de l'ANAH

+51 K€ de **Dotations Globale de Fonctionnement** (+323 pop DGF)

+73 K€ de CAF

+18 K€ de cantine (102 101 repas contre 97 603 en 2023),

+16 K€ de Dotation de solidarité communautaire (jeu des critères au sein des communes métropolitaines)

+15 K€ de **loyer**, fonctionnement en année pleine de la Maison médicale (charges de fonctionnement 28 K€)

+10 K€ de Droits de Mutation à Titre Onéreux (DMTO)

... **Atténués par la diminution de certains produits, principalement :**

- **37 K€** de reversement de taxe sur l'électricité

- **41 K€** de taxe sur terrain devenu constructible (exceptionnel)

- **43 K€ d'aide pour l'emploi d'animateur numérique** (en 2023 perception de 2023 et 2024)

- **13 K€ d'aide de l'état au recensement**

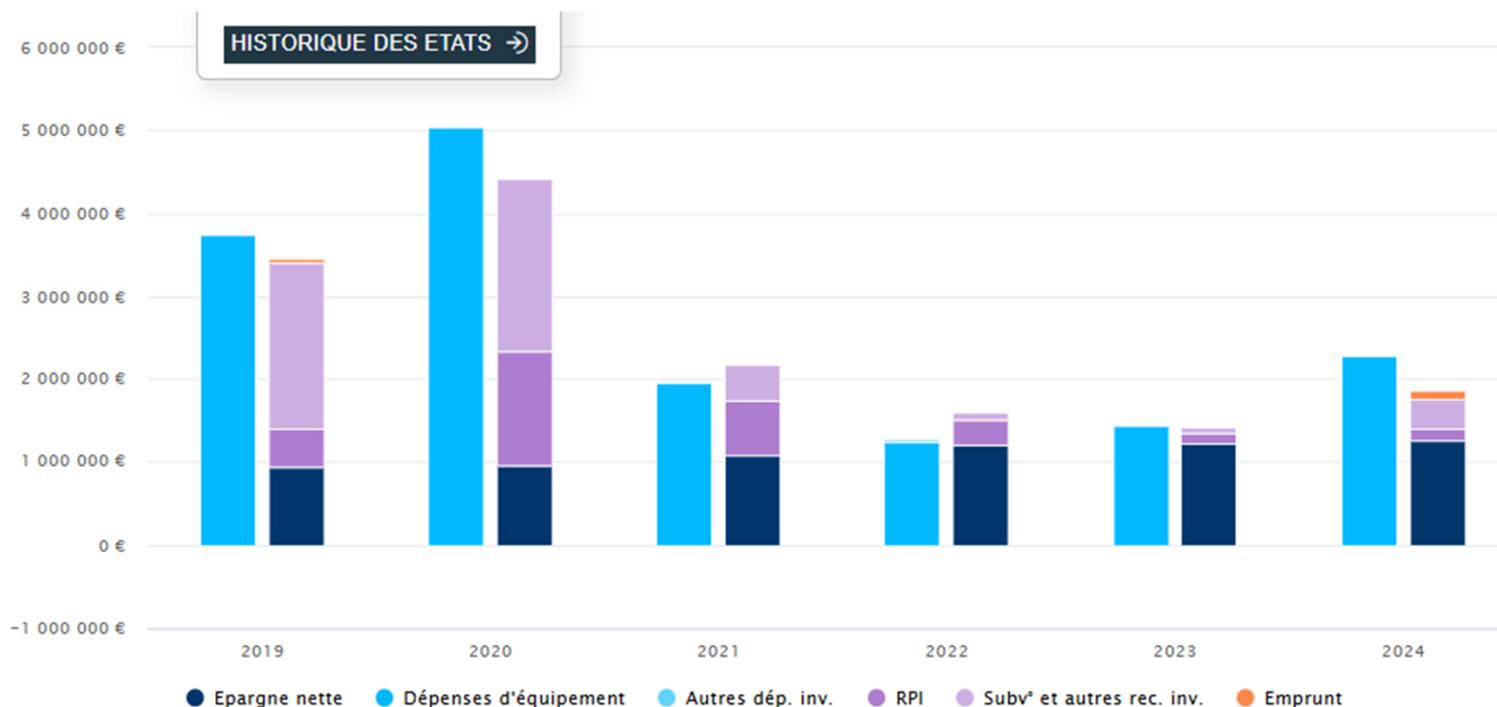
- **16 K€ de manque à gagner sur la participation des communes au RPEI** (sera reçue en plus de celle de 2025)

Les produits de Fonctionnement 2018-2023 – détail

K€	2019	2020	COVID 2021	2022	2023	2024 prévi	Var° Moyenne /an	Var° Moyenne /an %	Var °2024 prévi-2023	Var °2024 prévi-2023%
Produits fonctionnement courant stricts	6 844	6 947	7 454	8 017	8 538	8 883	408	5,4%	345	4,0%
Impôts et taxes (73 sauf 731)	968	984	1 009	989	990	1 002	7	0,7%	12	1,2%
Attribution Compensation reçue	69	69	69	69	69	69	0	0,0%	0	0,0%
Dotation de solidarité communautaire	753	769	769	769	767	783	6	0,8%	16	2,1%
Reversement FNGIR	37	37	37	37	37	37	0	0,0%	0	0,0%
Attribution FPIC	101	103	103	106	104	105	1	0,9%	1	0,9%
Solde impôts et taxe	8	6	32	8	14	9	0	1,9%	-5	-36,7%
Fiscalité locale (731)	4 283	4 458	4 834	5 132	5 437	5 665	276	5,8%	228	4,2%
Contributions Directes	3 848	4 045	4 242	4 604	4 933	5 187	268	6,2%	254	5,1%
Taxe additionnelle DMTO	294	268	437	365	293	304	2	0,7%	11	3,8%
Taxe locale sur la publicité extérieure	0	0	0	0	0	0	0	so	0	so
Reversement taxe électricité	130	135	142	151	200	163	7	4,7%	-37	-18,7%
Droits de place Marché Hebdo	12	10	13	12	11	11	0	-1,3%	0	-0,8%
Dotations et participations	836	854	885	1 024	1 085	1 301	93	9,2%	216	19,9%
DGF	596	580	557	552	608	659	13	2,0%	51	8,5%
FCTVA fct	1	1	1	1	6	0	0	-100,0%	-6	-100,0%
Compensations fiscales	89	99	131	201	214	239	30	21,8%	25	11,7%
Dotation de compensation réforme TP	15	13	13	13	13	10	-1	-7,7%	-3	-22,6%
CAF contrat enfance jeunesse /CTG	104	107	125	115	129	357	50	27,8%	228	176,8%
Subvention Etat Contrat Avenir	16	11	15	17	0	0	-3	-100,0%	0	so
Subv Etat aide abaissement age scolarité maternelle	0	0	11	45	19	19	4	so	0	0,0%
Aide emploi anim numérique	0	0	0	27	43	0	0	so	-43	-100,0%
Participation communes RPEI	0	0	0	15	16	0	0	so	-16	-100,0%
Solde participations diverses	14	43	32	38	38	17	1	3,4%	-21	-55,8%
Autres produits de fct courant	757	651	726	871	1 025	915	32	3,9%	-110	-10,7%
Produits des services	700	600	680	739	822	714	3	0,4%	-108	-13,1%
Mise à disposition de personnel	10	30	7	9	9	15	1	7,5%	6	69,7%
Remboursement personnel ZAC	106	99	94	63	75	74	-6	-6,9%	-1	-1,4%
Droits voirie chantiers (70323)	4	7	19	29	6	14	2	25,9%	8	135,0%
Cantine	319	241	308	346	394	412	19	5,3%	18	4,7%
CAF PSO	90	93	108	111	154	0	-18	-100,0%	-154	so
Solde produits des services	171	130	144	182	183	198	6	3,1%	15	8,2%
Produits de gestion	57	51	46	132	203	201	29	28,7%	-2	-0,8%
Loyer Coworking	0	0	0	0	3	4	1	so	2	58,6%
Pôle santé loyers et charges	0	0	28	98	115	130	26	so	15	13,0%
Menthalo Loyer et charges	0	0	0	10	10	11	2	so	2	18,3%
Loyer MAM (pas de charges)	0	0	0	0	8	9	2	so	2	24,1%
Solde produits de gestion	57	51	18	25	68	47	2	-4,0%	-22	-31,8%
Atténuations de charges	60	43	39	46	22	77	3	5,0%	55	252,2%
Produits de fonctionnement courant	6 904	6 989	7 493	8 063	8 559	8 960	411	5,4%	400	4,7%

Sur la période 2019-2024 : près de 2 M€ de produits supplémentaires soit +407 K€ par an (+5,3% par an)

L'investissement et son financement



De 2019 -2024
15,8 M€ de DI
**Soit 2,6 M€ en
moyenne par
an soit 1,8 M€
annuels nets
de subventions**

- ❑ Après 2 années de fort niveau d'investissement (travaux de construction de l'école Le Petit Prince et pôle santé), l'année 2024 constate près d'2,3 M€ de dépenses d'équipement financées en grande majorité par l'autofinancement (73%) . Les ressources externes représentent 16% pour les subventions et 4% pour l'emprunt.
- ❑ Le financement par la participation des budgets annexes ou les subventions atteint 32 % en moyenne sur la période.

En 2024, les 2 291K€ de dépenses d'investissement sont autofinancées par l'épargne nette (55%), les subventions (16%), l'emprunt (4%, 100 K emprunt CAF) et l'excédent global de clôture est utilisé pour 430 K€ (19%) K€ afin de combler le besoin de financement restant.

L'investissement et son financement

K€	2019	2020	2021	2022	2023	2024	CUMUL 2019-2024	K€	Structure
Dépenses d'investissement hors dette	3 764	5 045	1 942	1 278	1 427	2 291	15 747	2 624	100%
<i>Dépenses d'équipement</i>	3 737	5 045	1 942	1 245	1 427	2 291	15 687	2 614	99,6%
<i>Dépenses directes d'équipement</i>	3 165	4 483	1 942	741	1 427	2 291	14 049	2 341,5	89,2%
<i>Dépenses indirectes (FdC + S.E.)</i>	572	562	0	504	0	0	1 638	273,0	10,4%
<i>Autres dépenses d'investissement</i>	27	0	0	34	0	0	60	10	0,4%
Financement de l'investissement	3 454	4 422	2 176	1 585	1 419	1 861	14 917	2 486	95%
EPARGNE NETTE	936	958	1 070	1 196	1 215	1 252	6 627	1 105	42%
<i>Ressources propres d'inv. (RPI)</i>	455	1 389	665	311	138	140	3 099	516	20%
<i>FCTVA</i>	106	496	588	311	104	111	1 717	286	11%
<i>Produits des cessions</i>	349	0	1	0	33	29	412	69	3%
<i>Diverses RPI</i>	0	893	76	0	1	0	970	162	6%
<i>Subventions yc DETR / DSIL</i>	2 008	2 075	441	78	65	369	5 037	839	32%
<i>Emprunt</i>	55	0	0	0	0	100	155	26	1%
<i>Variation de l'excédent global</i>	-310	-621	234	307	-5	-430	-824	-137	-5%

Moyenne 2017/2022	2019	2020	2021	2022	2023	2024	K€	Structure
<i>Excédent global de clôture (EGC)</i>	2 328	1 707	1 941	2 248	2 243	1 813	2 047	78%

Des dépenses d'investissement sont **en 2024 de 2 291 K€**.

Elles sont constituées principalement par :

- Le début de l'opération ALSH pour 642 K€
- l'acquisition de foncier en vue d'opération d'aménagement 905 K€,
- La vidéoprotection 196 K€
- La rénovation du bâtiment urba /police 135 K€
- Divers investissements : 38 K€ de projecteurs Leds au stade Paul gouverneur, 33 K€ pour l'installation de toilettes sèches (subventionnées 40%), 21 K€ pour l'aménagement des cheminements du bord de Seiche, 21 K€ de rénovation des sanitaires au Pole Enfance, 20 K€ de budget participatif, 19 K€ pour l'aménagement ville fleurie, 15 K€ acquisition d'un véhicule électrique, 10 K€ mise en place de panneaux photovoltaïques pour la salle R. Perrin, ...

En 2024, les 2 291K€ de dépenses d'investissement sont autofinancées par l'épargne nette (55%), par les subventions (16%). L'excédent global de clôture est utilisé pour 430 K€ (19%) afin de combler le besoin de financement restant.

Les opérations d'équipement 2024

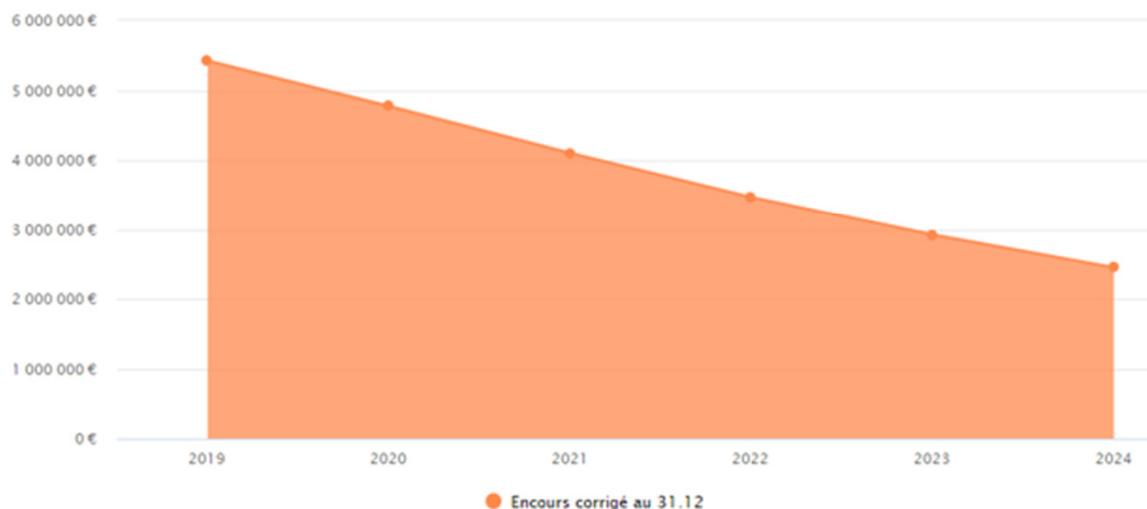
Étiquettes de lignes	CA 2024 prévi.	RAR 2024	2024 + RAR
18 - POLE ENFANCE LA MARELLE (ex ECOLE MAT)	20 541		20 541
20 - VOIRIE GENERALE	21 378	1 944	23 322
34 - COMPLEXE SPORTIF NORD SEICHE	5 160	2 935	8 095
99 - MAIRIE	135 505	5 230	140 735
113 - SALLE DU HIL CLUB HOUSE Y REMOND	-	29 832	29 832
134 - EGLISE SAINT MARTIN	474	8 544	9 018
141 - ESPACE JEUNES	3 059	5 040	8 099
167 - SALLE SPORTS COLETTE BESSON	30 653	3 305	33 957
172 - RESTRUCTURATION GS REMONDEL	2 392		2 392
183 - CIMETIERE ORSON	-	1 895	1 895
198 - BOULODROME	484		484
199 - PRESBYTERE	226		226
200 - ACQUISITIONS FONCIERES DIVERSES	544 975	2 718	547 693
201 - ACQUISITIONS DIVERSES	175 997	39 752	215 749
204 - ZAC CENTRE VILLE	-		-
205 - ACCUEIL LOISIRS SUD EXT ECOLE LPP	642 129		642 129
207 - VIDEOPROTECTION	196 668		196 668
208 - PARC DE LA SEICHE - AMENAGEMENTS	3 660	51 272	54 932
210 - OPERATION MULTISITES RENOUV. URBAIN EXTENSION	426 157	197 377	623 534
211 - LOCAL ASSOCIATIF - TIERS LIEUX	10 137	23 457	33 594
212 - AMELIORATION ENERGETIQUE DES BATIMENTS COMMUNAUX	10 638	82 848	93 486
214 - BOISEMENT COMMUNAL	1 320	2 442	3 761
215 - VILLE FLEURIE	19 327	32 826	52 153
216 - BUDGET PARTICIPATIF	24 575	1 440	26 015
217 - EQUIPEMENTS INFORMATIQUES ET TELEPHONIE	15 529	2 710	18 238
TOTAL	2 290 983	495 564	2 786 547

La Dette du budget principal

K€	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Var° Moyenne /an	Var° Moyenne /an %	Var °2023- 2024	Var °2023- 2024%
<i>Encours corrigé au 31.12</i>	5 425	4 775	4 103	3 468	2 922	2 451	-595	-14,7%	-471	-16,1%
<i>Epargne brute</i>	1 641	1 608	1 742	1 830	1 755	1 823	36	2,1%	68	3,9%
Encours corrigé au 31/12 / Epargne Brute	3,3	3,0	2,4	1,9	1,7	1,3	-0,4	-16,5%	-0,3	-19,2%

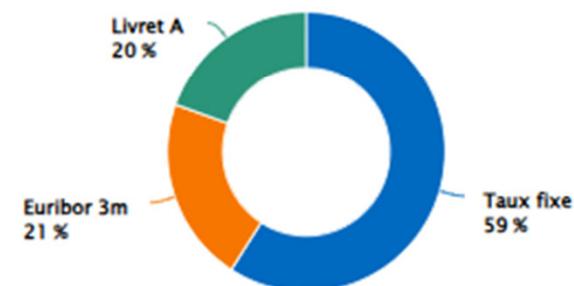
- Poursuite de la diminution du stock de la dette du budget principal (-595K€ en 2024)
L'encours s'élève à 2 451 K€ fin 2024 avec un seul nouvel emprunt (100 K€ CAF pour l'ALSH)
- Le délai de désendettement est de 1,3 années (très faible)
- L'annuité de dette en 2024 augmente de 35 K€ et se monte à 690 K€ en fin de période

Encours de dette



Budget principal

Répartition par index au 31/12/2024



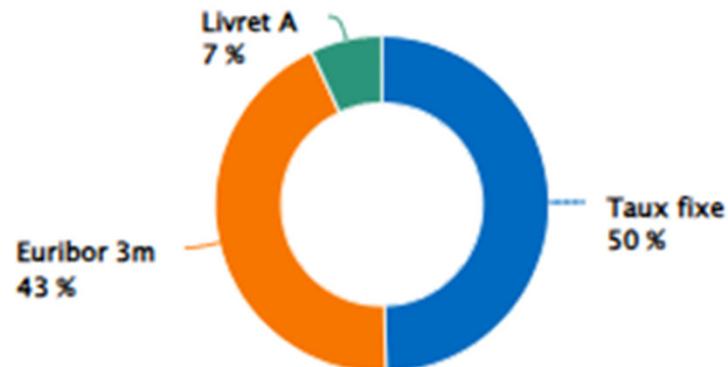
La Dette consolidée au 31/12/24

K€	2022	2023	2023
Encours au 31.12 PRINCIPAL	3 468	2 922	2 451
Encours ZAC au 31.12 (ISE)	1 000	3 500	4 500
TOTAL	4 468	6 422	6 951

- L'encours consolidé au 31.12.24 : **7 M€** (dont 3 emprunts relais sur la ZAC ISE dont les termes sont 2025 et 2026)
- **2 Md€** seront à rembourser début décembre sur la ZAC de l'ISE

Répartition par index au 31/12/2024

Budget principal + ZAC



L'extinction de la dette au 31/12/22

Un Plan d'Extinction de dette stable jusqu'en 2026
puis diminuant de -73 K€ en 2027 et -190 K€ en 2028 et -324 K€ en 2029
(effets positifs sur l'autofinancement prospectif, effet de substitution possible
avec de nouveaux emprunts)

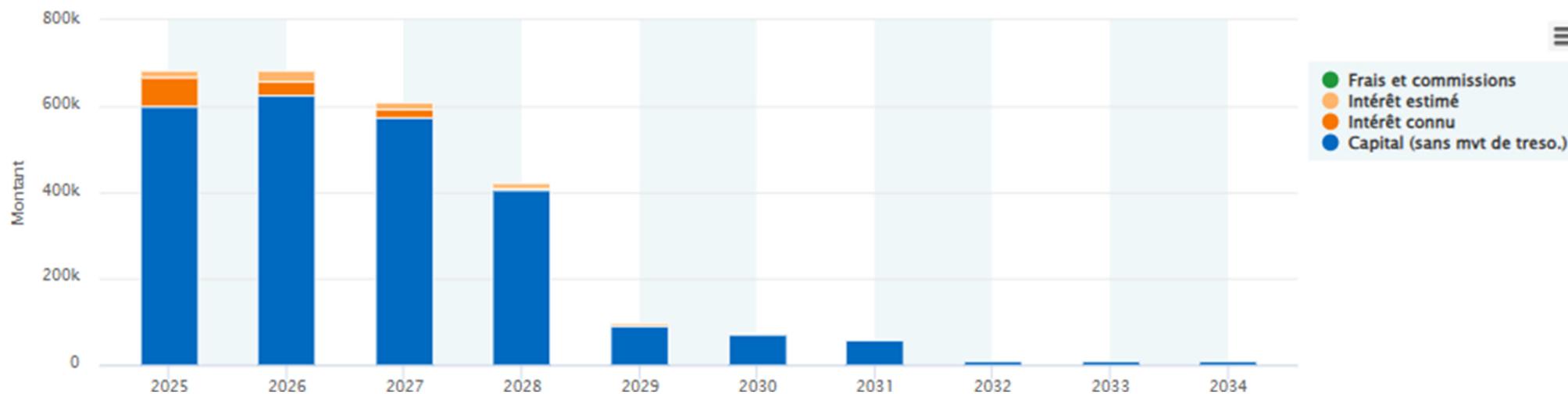


Tableau des résultats 2024

K€	2019	2020	2021	2022	2023	2024
	0	0	0	0	0	0
Ev° taux d'imposition	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Produit fiscal strict	3 842	4 030	4 222	4 451	4 922	5 176
Autres impôts et taxes	1 408	1 412	1 621	1 670	1 505	1 491
Dotations et participations	836	854	885	1 024	1 085	1 301
Autres produits fonctionnement courant	818	693	765	917	1 047	992
Produits exceptionnels larges	19	1	12	36	41	0
Produits de fonctionnement	6 923	6 990	7 505	8 099	8 600	8 960
Ev° nominale charges fonctionnement coura	5,6%	2,5%	7,6%	8,7%	9,9%	4,2%
Charges fonctionnement courant strictes	5 099	5 225	5 623	6 111	6 719	7 004
Atténuations de produits	1	1	0	6	2	7
Charges exceptionnelles larges	3	7	14	38	9	6
Annuité de dette	883	799	798	747	655	690
Charges de fonctionnement larges	5 987	6 032	6 435	6 903	7 385	7 708
Epargne nette	936	958	1 070	1 196	1 215	1 252
Recettes investissement hors emprunt	2 463	3 464	1 106	390	203	509
Dépenses investissement hors capital	3 764	5 045	1 942	1 278	1 427	2 291
Dépenses investissement hors dette	3 764	5 045	1 942	1 278	1 427	2 291
Emprunt	54 641	0	0	0	0	100
Variation résultat global de clôture choisie	-310	-621	234	307	-5	-430
Résultat global de clôture	2 328	1 707	1 941	2 248	2 243	1 813

Pour 2024 :

- Un autofinancement net (Epargne nette) de près de 1 252 K€ en 2024
- Des dépenses d'investissement de 2 291 K€ hors remboursement de la dette
- 100 K€ emprunt CAF
- Un excédent global de clôture utilisé pour financer l'investissement et qui diminue pour atteindre au budget principal à 1 813 K€ fin 2024

Résultats budgétaires consolidés fin 2024

K€	BP	ZAC ISE	ZAC SS	ZAC HIL	TOTAL
RESULTATS GLOBAUX de Clôture 2024	1 813	-962	-373	31	510

Rappel 2023

K€	BP	ZAC ISE	ZAC SS	ZAC HIL	TOTAL
RESULTATS GLOBAUX de Clôture 2023	2 243	-922	-321	31	1 032

Les résultats de clôture de 2024 :

- Un résultat budgétaire cumulé est positif et atteint **510 K€**
- 2 budgets présentent un Excédent Global de Clôture, le **budget principal pour 1 813 K€** et la **ZAC du Hil pour 31 K€** (en baisse).
- Un fort déficit budgétaire **sur ZAC ISE pour – 962 K€**.
- Un déficit de **- 373 K€ sur la ZAC SS** (en diminution).

Ouverture ligne de trésorerie en février et emprunt sur 2026

→ Absence de marge sur la trésorerie consolidée → emprunt en 2025

Synthèse

A fin la 2024 :

Des indicateurs de dette très satisfaisants : pas d'emprunt contracté en 2024

- un stock de la dette qui continue de diminuer
- Un délai de désendettement de la commune très faible s'établissant à 1,3 années

Mais une tension sur le résultat global de clôture consolidé en raison du résultat de l'ISE

Des niveaux d'épargne qui progressent et qui présente un bon niveau. L'autofinancement en 2024 est de 1 252 K€.

Un **excédent global de clôture** attendu autour de 1 813 K€ fin 2024 et qui constitue 20 % des recettes réelles de fonctionnement, et 66 jours (2 mois) de dépenses réelles de fonctionnement.

SITUATION COMMUNALE au 31 / 12 /24 :





III – Les orientations budgétaires et le projet communal

Le Projet

En 2020, notre équipe a été élue par les castelnodaises et castelnodais autour d'un projet ambitieux :

- en Confortant des choix forts en termes de services à la population
- en Réservant un effort conséquent pour le programme d'investissement en matière environnementale dans un souci de sobriété énergétique

Une action communale qui se décline autour de 7 piliers :

- Une commune solidaire, pour tous les citoyens, pour toutes les générations,
- Une commune qui se développe de manière maîtrisée,
- Une commune avec une ambition de bien-être et de sécurité
- Une commune éducatrice de la naissance à l'âge adulte,
- Une commune animée et porteuse d'une ambition sportive et culturelle,
- Une commune où il fait bon vivre dans un environnement préservé,
- Une commune qui se développe, renforce l'agriculture et l'activité économique diversifiée sur son territoire.

Un engagement rendu possible par la volonté politique d'une stratégie budgétaire combinant :

- Une maîtrise des coûts de fonctionnement pour préserver la capacité d'autofinancement sur le long terme,
- La non augmentation des taux d'imposition,
- La définition d'un programme pluriannuel d'investissement visant l'amélioration constante et durable du patrimoine communal, des services aux habitants ainsi que le développement urbain,
- La recherche active de financements extérieurs pour optimiser les ressources de la commune,
- Le maintien d'un endettement modéré et maîtrisable.

Une feuille de route arrêtée mi-2021 portant 4 projets phares :

- La construction d'un accueil de loisirs avec espace de vie sociale dans le prolongement de l'école le petit prince, ainsi que la création de 200m² supplémentaires pour cette dernière ;
- L'aménagement urbain visant à consolider l'armature urbaine de la commune au nord et affirmer la centralité du cœur de ville autour de la place Pierre Croc ;
- La création d'un éco-quartier affirmant la volonté politique de lier habitant, écologie et bien-être ;
- Faire de l'écologie un axe primordiale de notre politique par la plantation d'arbres, la sauvegarde la biodiversité, la rénovation énergétique et la recherche de production d'énergie accélérant notre démarche volontariste environnementale favorisant la sauvegarde de la planète et la diminution de nos factures énergétiques.



IV – La prospective financière 2024 – 2032

Le programme d'investissement

K€	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	TOTAL DI 2025 - 2032	TOTAL SUBV 2025 - 2032	INV NET
Opérations directes	5 428	1 971	2 294	1 243	940	1 215	1 285	1 250	15 626	2 082	13 544
OPE 18 - Pôle petite enfance La Marelle	0	60	0	0	0	0	0	0	60	0	60
OPE 18 - Restructuration pôle enfance La Marelle	45	600	600	50	0	0	0	0	1 295	375	920
OPE 20 - Chemins ruraux et intracommunaux hors FDC Reni	40	52	0	0	0	0	0	0	92	0	92
OPE 34 - Salle sports R. PERRIN	21	0	105	0	0	0	0	0	126	0	126
OPE 99 - Mairie Batiments	15	12	0	0	0	0	0	0	27	0	27
OPE 113 - Salle du Hil club House Y Remond	30	0	300	0	0	0	0	0	330	0	330
OPE 134 - Eglise st Martin	9	0	0	0	0	0	0	0	9	0	9
OPE 141 - Espace Jeunes bâtiment - City stade	80	37	1	0	0	0	0	0	118	37	81
OPE 167 - Salle sports sud Colette Besson - Pumpt	13	0	500	0	0	0	0	0	513	0	513
OPE 172 APCP - Rénovation école le chap perché	107	2	0	0	0	0	0	0	109	0	109
OPE 183 - Cimetière ORSON	10	86	100	0	0	0	0	0	196	0	196
OPE 186 - Cimetiere SEICHE	0	7	0	0	0	0	0	0	7	0	7
OPE 193 APCP - Pôle santé	4	0	0	0	0	0	0	0	4	0	4
OPE 198 - Boulodrome	0	200	0	0	0	0	0	0	200	0	200
OPE 199 - Eglise St Leonard Presbytère	0	2	0	0	0	0	0	0	2	0	2
OPE 201 - Investissement courant - Equipements	188	175	175	175	175	175	175	175	1 413	0	1 413
OPE 205 APCP - Construction ALSH	3 834	334	0	0	0	0	0	0	4 168	1 366	2 802
OPE 207 - Vidéoprotection	30	30	0	0	0	0	0	0	60	45	15
OPE 208 - Valorisation vallée de la seiche	67	34	3	0	0	0	0	0	104	22	82
OPE 211 - Réhabilitation Local asso. Tiers Lieux	183	0	0	0	0	0	0	0	183	0	183
OPE 212 - Amelioration energetique des bâtiments	270	0	0	0	75	0	0	0	345	0	345
OPE 213 - Réhabilitation complexe sportif R Perrin	0	35	190	283	0	0	0	0	508	79	429
OPE 214 - Boisement communal	27	10	10	5	5	5	5	5	72	0	72
OPE 215 - Ville fleurie	87	20	20	20	20	20	20	20	227	0	227
OPE 216 - Projet Participatif	21	20	20	20	20	20	20	20	161	0	161
OPE 217 - Equipements INFORMATIQUE	161	40	40	40	40	40	40	40	441	0	441
OPE 218 - Travaux St Leonard	185	215	230	0	0	0	0	0	630	158	473
Autres opérations d'équipement	0	0	0	650	605	955	1 025	990	4 225	0	4 225
Opérations indirectes	760	770	445	0	660	385	315	350	3 685	0	3 685
OPE 200 - Acquisitions foncières	53	40	145	0	315	50	50	50	703	0	703
OPE 210 - Opération Multisites Coeur de ville Orson ETUDES	474	0	0	0	0	0	0	0	474	0	474
OPE 210 - Opération Multisites Coeur de ville Orson FONCIE	233	380	0	0	345	335	265	300	1 858	0	1 858
PARTICIPATION SPLA TERRITOIRES PUBLICS (Provision)	0	0	300	0	0	0	0	0	300	0	300
FDC PPI VOIRIE RM	0	350	0	0	0	0	0	0	350	0	350
Autres fonds de concours et subventions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'équipement	6 188	2 741	2 739	1 243	1 600	1 600	1 600	1 600	19 311	2 082	17 229
Cession										0	0
Participation ZAC	0	0	0	357	0	0	0	0	357	163	194
TOTAL	6 188	2 741	2 739	1 600	19 668	2 245	17 423				

17,4 M€ d'investissement NETS de subventions sur 8 ans soient près de 2,2 M€ NETS par an (1,8 M€ nets de 2019 à 2024 , 1,5 M€ nets de 2015 à 2024)

L'investissement prospectif : Recettes

Recettes 1 045 K€ inscrits en 2025 constitués :

- **210 K€** de récupération du FCTVA (sur les dépenses réalisées en 2024) estim°
- **842 K€** de subventions à percevoir sur les opérations d'investissement en cours dont notamment 706 K€ pour l'ALS, 45 K€ la vidéoprotection, 22 K€ pour les toilettes sèche, 23 K€ pour l'espace jeune, 46 K€ pour les travaux St Leonard.
- **L'utilisation de l'excédent global de clôture (813 K€ en 2025)** pour limiter le recours à l'emprunt (il est ensuite fixé à 1000 K€ soit entre 30 et 35 jours de Dépenses réelles) – *Note : Pas de marge sur la trésorerie consolidée*

A partir de 2025, des hypothèses programmées :

0

- Subventions des programmes (1,2 M€) à affiner en fonction de l'avancée des dossiers
- Reprises **d'excédents estimés sur opérations de ZAC** (simulation DAU) :
 - 31 K€ en 2025 pour le Hil,
 - 132 K€ pour Sud Seiche en 2026
- La récupération de la TVA au titre du FCTVA (hyp. 95% des dépenses directes d'équipement)
Note : sans hyp. de baisse du taux de récupération (abandonné en LF 2025) en prospective pourrait néanmoins être reproposé dans les années à venir.

Les Hypothèses sur les charges de fonctionnement DOB 2025

Les charges générales : + 86 K€ en 2025 relativement au CA 2024 principalement du fait de :

Les principales hypothèses d'évolutions de la prospective :

- **+25 K€ exceptionnels** pour un assurance dommage ouvrage pour l'ALSH
- **+15 K€** liés à l'augmentation des coûts des maintenances (copieurs, chaudières, logiciels en local...) et de prestations (entretien, ménage, entretien télésurveillance, spectacles, entrées parc loisirs, animations...)
- **+ 21 K€ de travaux exceptionnels** (reprise bardage bois, remplacement plaques polycarbonate des skydom, réparation portail, reprise peinture salle motricité suite infiltration, assainissement classe primaire...)
- **+10 K€ pour l'ouverture de l'ALSH** (achats de biens, nouvelles prestations, assurance, ...)
- **+3 K€ pour la CTG** (convention territoriale globale)
- **+3 K€ de hausse des charges de l'énergie** (électricité + gaz)
- **+ 2,5 K€** pour l'accueil du jumelage

K€	2024	2025	Var °2024-2025	Var °2024-2025%
Charges fct courant strictes	7 004	7 438	434	6,2%
Charges à caractère général	1 503	1 589	86	5,7%
restauration en régie (hors 611)	192	194	1	0,7%
assurances c/616 sf personnel	36	41	5	15,4%
contrats prest. services, maint., cotisations (611+6156+6281) Hors Pole Sante	230	245	15	6,7%
Eau, gaz, élect, téléphonie (60611+60612+6262) Hors Pole santé	433	436	3	0,7%
assurance dommage ouvrage	0	25	25	
Pôle santé charges générales	39	36	-3	-8,0%
ALSH NEW	0	10	10	
Solde charges à caractère général	574	603	29	5,0%
Charges de personnel	4 675	4 872	197	4,2%
Autres charges de gestion courante	826	976	150	18,2%
Atténuations de produits	7	8	0	1,8%
Charges de fonctionnement courant	7 012	7 445	434	6,2%
Charges exceptionnelles larges	6	1	-5	-91,4%
Charges de fct hors intérêts	7 018	7 446	428	6,1%
Intérêts	119	79	-41	-34,0%
Charges de fonctionnement	7 137	7 525	388	5,4%

*La prospective du DOB cale les charges à caractère général sur un CA prévisionnel 2025 en appliquant le taux de réalisation moyen constaté ces deux derniers exercices sur ce chapitre (87%) au solde des charges a caractère général du BP 2025 **

* en 2024 le taux de réalisation du chapitre 011 « charges à caractère général » : 86%, en 2023 88%

Les Hypothèses sur les charges de fonctionnement du DOB 2025

Les charges de personnel (cf. simulation DRH), + 197 K€ par rapport à 2024 (+4,2%) principalement induites par :

- + 55,1 K€ induits par l'augmentation obligatoire de de 3 pts de la **CNRACL (28% de la progression des charges)**
- + 18 K€ d'augmentation **URSSAF**
- + 19 K€ **Evolution Grade échelon et promotion interne**
- + 6 K€ de cotisation **CDG**
- + 84 K€ de nouveaux postes 2025 et 2024 en année pleine
- + 83 K€ de remplacements, renforts et de tuilage
- - 81 K€ économie sur les **CDD animation**
- +32 K€ **NETS** pour les tickets restaurants
- - 29 K€ de non versement de capital décès
- + 8K€ pour la revalorisation des points pour les animateurs, l'évolution des RI et le forfait mobilité

Note : Sans la progression du point CNRACL, la progression des charges du personnel serait contenue à 3%.

Les évolutions liées à la revalorisation du point d'indice et des cotisations retraites ou patronales depuis 2022 représentent en 2025 près de 300 K€ dans les charges de personnel communales (6%).

K€	2024	2025	Var °2024-2025	Var °2024-2025%
Charges fct courant strictes	7 004	7 438	434	6,2%
Charges à caractère général	1 503	1 589	86	5,7%
Charges de personnel	4 675	4 872	197	4,2%
Tickets Restaurant	32	64	32	101,2%
Assurance du personnel	74	72	-2	-2,1%
recrutements complémentaires	0	37	37	
Revalorisation point	0	55	55	
Solde charges de personnel	4 570	4 645	75	1,6%
Autres charges de gestion courante	826	976	150	18,2%
Atténuations de produits	7	8	0	1,8%
Charges de fonctionnement courant	7 012	7 445	434	6,2%
Charges exceptionnelles larges	6	1	-5	-91,4%
Charges de fct hors intérêts	7 018	7 446	428	6,1%
Intérêts	119	79	-41	-34,0%
Charges de fonctionnement	7 137	7 525	388	5,4%

* En 2023 et 2024 le taux de réalisation du chapitre 012 « charges de personnel » : 99 %

Les Hypothèses sur les charges de fonctionnement du DOB 2025

Les autres charges de gestion courante : + 150 K€ par rapport à 2024 (+ 18,2 %) principalement :

Liés à la **progression des participations** :

+ **31 K€** au syndicat de **l'école de musique** (perte de la participation du conseil départemental et fin de l'excédent de fonctionnement),

+ **40 K€** au **syndicat de la piscine** (le syndicat suite à des baisse de fréquentations depuis le COVID et suite a des problèmes techniques va devoir augmenter la participation des communes; hyp. a actualiser en fonction des informations qui seront transmises par le syndicat),

+ **27 K€** **CCAS**

+**18 K€** **l'OGEC** (organisme gestionnaire de l'école privée St-Amand), du fait de l'évolution des effectifs et de l'inflation qui sert de base à la réévaluation du contrat d'association,

+**15 K€** de contribution à Rennes Métropole pour les réserves foncières

+ **5 K€** de formation élus (obligation),

+ **4 K€** de subventions aux Asso.

+ **3,5 K€** de créances non solvables

Et + **6,5 K€** de divers

K€	2024	2025	Var °2024-2025	Var °2024-2025%
Charges fct courant strictes	7 004	7 438	434	6,2%
Charges à caractère général	1 503	1 589	86	5,7%
Charges de personnel	4 675	4 872	197	4,2%
Autres charges de gestion courante	826	976	150	18,2%
Syndicat piscine	105	145	40	38,4%
Subv creche asso	57	55	-2	-2,9%
Subventions compl. CCAS et salaires assoc.	50	77	27	54,0%
particip Ecole Musique	193	224	31	16,1%
Subv OGEC contrat association	180	198	18	10,1%
Solde autres charges de gestion courante	241	277	36	14,7%
Atténuations de produits	7	8	0	1,8%
Charges de fonctionnement courant	7 012	7 445	434	6,2%
Charges exceptionnelles larges	6	1	-5	-91,4%
Charges de fct hors intérêts	7 018	7 446	428	6,1%
Intérêts	119	79	-41	-34,0%
Charges de fonctionnement	7 137	7 525	388	5,4%

* en 2024 le taux de réalisation du chapitre 65 « autres charges de gestion courante » : 99%, en 2023 100%

Les Hypothèses sur les charges de fonctionnement

Les hypothèses qui marquent la simulation

Evolution des charges à caractère général en vitesse croisière contenue à 3,5 % /an
Exception : Pas de nouvelle tensions sur le marché de l'Energie , 0% de 2025 à 2027 et **+3%** /an ensuite

Nouvelle charge nette **ALSH** Espace de vie social : **40 K€ en année pleine dès 2026** (10 K€ en 2025) : fluides, ménage, contrats entretien, abonnements, achats de biens...

Assurance **dommage ouvrage** ALSH : **25 K€** en 2025 uniquement

RH CNRACL et Revalorisation points: +12 points entre 2025 et 2028 soit + 220 K€ + Augmentation de la **valeur de point** **+50 K€** lissée à 10 K€ /an dès 2028

RH Contribution à la **Mutuelle** pour **25 K€** dès 2027 puis à +5 %

RH Tickets restaurants : en 2025 + **32 K€ en NET** (année pleine) / revalorisation tous les 3 ans (9,5 K€ en 2027 et 2030)

RH Régime indemnitaire revalorisation des bas salaires pour **20 K€** dès 2025

RH Recrutements : **2025** : cat. C+ ou B **2026 juin** : cat C+, **2026 sept.** ATSEM, **2027 jan.** : Cat C et **2027 sept.** ATSEM;
2029 jan. : cat B

Participation Syndicats et OGEC : Piscine +40 K€ en 2025 puis 3,5 %, Syndicat Musique +31 K€ en 2025 puis 1,5%,
l'OGEC + 18 K€ en 2025 puis 3%, la crèche 55 K€ en 2025 puis 4%
CCAS : 77 K€ en 2025 puis 85 K€ en 2026 puis 1,5%, autres charges courantes +3%

Des **conditions d'emprunt sur 20 ans** simulées à **3,75 % en 2025**, 3,65% en 2026, puis 3,5% ensuite

Marge pour charge ou participation nouvelle : 125 K€ simulés.

Les Hypothèses sur les charges de fonctionnement

K€	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	Var° Moyenne /an	Var° Moyenne /an %	Var °2024- 2025	Var °2024- 2025%
Charges fct courant strictes	7 004	7 438	7 890	8 191	8 427	8 611	8 752	8 903	9 124	265	3,4%	434	6,2%
Charges à caractère général	1 503	1 589	1 618	1 660	1 716	1 773	1 833	1 895	1 959	57	3,4%	86	5,7%
restauration en régie (hors 611)	192	194	200	207	215	222	230	238	246	7	3,1%	1	0,7%
assurances c/616 sf personnel	36	41	42	44	45	47	49	50	52	2	4,9%	5	15,4%
contrats prest. services, maint., cotisations (611+6156+6281) Hors Pole Sante	230	245	254	263	272	281	291	301	312	10	3,9%	15	6,7%
Eau, gaz, élect, téléphonie (60611+60612+6262) Hors Pole santé	433	436	436	436	449	462	476	491	505	9	1,9%	3	0,7%
assurance dommage ouvrage	0	25	0	0	0	0	0	0	0	0		25	
Pôle santé charges générales	39	36	37	39	40	41	43	44	46	1	2,0%	-3	-8,0%
ALSH NEW	0	10	25	26	27	28	29	30	31	4		10	
Solde charges à caractère général	574	603	624	646	668	692	716	741	767	24	3,7%	29	5,0%
Charges de personnel	4 675	4 872	5 137	5 370	5 522	5 620	5 671	5 730	5 857	148	2,9%	197	4,2%
Tickets Restaurant	32	64	64	73	73	73	83	83	83	6	12,8%	32	101,2%
Revalorisation RI	0	0	0	20	20	20	20	20	20	3		0	
ALSH NEW	0	0	15	15	15	15	15	15	15	2		0	
Assurance du personnel	74	72	75	77	80	83	86	89	92	2	2,8%	-2	-2,1%
recrutements complémentaires	0	37	99	199	217	257	257	257	257	32		37	
Mutuelle agents	0	0	25	26	28	29	31	32	34	4		0	
Revalorisation point	0	55	110	165	230	240	250	260	298	37		55	
Solde charges de personnel	4 570	4 645	4 749	4 794	4 859	4 903	4 930	4 974	5 059	61	1,3%	75	1,6%
Autres charges de gestion courante	826	976	1 010	1 037	1 064	1 093	1 122	1 152	1 183	45	4,6%	150	18,2%
Syndicat piscine	105	145	150	155	161	166	172	178	184	10	7,3%	40	38,4%
Subv creche asso	57	55	57	60	62	65	67	70	73	2	3,1%	-2	-2,9%
Subventions compl. CCAS et salaires assoc.	50	77	86	87	88	89	91	92	93	5	8,1%	27	54,0%
particip Ecole Musique	193	224	227	231	234	238	241	245	248	7	3,2%	31	16,1%
Subv OGEC contrat association	180	198	204	210	217	223	230	237	244	8	3,9%	18	10,1%
Solde autres charges de gestion courante	241	277	285	294	302	311	321	330	340	12	4,4%	36	14,7%
Marge pour participation ou charge nouvelle	0	0	125	125	125	125	125	125	125	16		0	
Atténuations de produits	7	8	8	8	8	8	8	8	8	0	0,2%	0	1,8%
Charges de fonctionnement courant	7 012	7 445	7 897	8 199	8 434	8 619	8 759	8 910	9 132	265	3,4%	434	6,2%
Charges exceptionnelles larges	6	1	1	1	1	1	1	1	1	-1	-26,4%	-5	-91,4%
Charges de fct hors intérêts	7 018	7 446	7 898	8 199	8 435	8 619	8 760	8 911	9 132	264	3,3%	428	6,1%
Intérêts	119	79	178	170	209	224	244	261	275	19	11,0%	-41	-34,0%
Charges de fonctionnement	7 137	7 525	8 076	8 369	8 644	8 844	9 004	9 172	9 407	284	3,5%	388	5,4%

+ 2,27 M€ en 8 ans soit +284 K€ /an (2019 à 2024 = 291 K€ en moy.) concentrés principalement en 2025 et 2026 (cf. hyp. d'évolution contenue en vitesse croisière)

Les Hypothèses sur les produits de fonctionnement du BP 2025

Les impôts et taxes progressent de + 147 K€ par rapport au compte administratif prévisionnel 2024

Les **impôts et taxes autres** que la fiscalité locale **sont simulés stables** en 2025 (note non perception d'une taxe exceptionnelle sur des ventes de 9 K€ en 2025)

La **fiscalité locale progresse** de **+153 K€ (+2,7%)**

- **+114 K€**, la principale évolution des ressources reste concentrée sur les **contributions directes pour, du fait des évolutions physique et nominale des bases, sans hausse des taux** (dont 75 K€ liés à l'actualisation des bases pour +1,7 en 2025). Pas de variation des taux.
- **+ 70 K€ de taxe sur la publicité** (80% de la simulation réalisée par le prestataire pour tenir compte des stratégies d'optimisation des redevables suite à la mise en place de la taxe en 2025)

- - **19 K€** hypothèse prudente sur les **Droits de Mutation** (malgré leur légère progression en 2024 +10 K€, la tendance départementale étant en baisse)

- - **13 K€** hypothèse prudente sur les **reversements de taxe d'électricité** (en baisse en 2024 : -34 K€)

K€	2024	2025	Var °2025-2024	Var °2025-2024%
Produits fonctionnement courant stricts	8 883	9 058	175	2,0%
Impôts et taxes (73 sauf 731)	1 002	996	-6	-0,6%
Attribution Compensation reçue	69	69	0	0,0%
Dotation de solidarité communautaire	783	785	2	0,3%
Reversement FNGIR	37	37	0	0,0%
Attribution FPIC	105	105	0	-0,2%
Solde impôts et taxe	9	0	-9	-100,0%
Fiscalité locale (731)	5 665	5 818	153	2,7%
Contributions Directes	5 187	5 302	114	2,2%
Taxe additionnelle DMTO	304	285	-19	-6,1%
Taxe locale sur la publicité extérieure	0	70	70	
Reversement taxe electricité	163	150	-13	-7,9%
Droits de place Marché Hebdo	11	11	0	-0,6%
Dotations et participations	1 301	1 375	74	5,7%
Autres produits de fct courant	915	870	-45	-5,0%
Produits des services	714	684	-30	-4,2%
Produits de gestion	201	186	-15	-7,6%
Atténuations de charges	77	35	-42	-54,4%
Produits de fonctionnement courant	8 960	9 093	133	1,5%
Produits exceptionnels larges	0	0	0	-100,0%
Produits de fonctionnement	8 960	9 093	133	1,5%

Les Hypothèses sur les produits de fonctionnement du BP 2025

Les dotations et participations progressent de + 74 K€ en 2025 par rapport au CA prévisionnel 2024

- La **DGF** est envisagée à **+ 46 K€** (effet population hyp. +371 hab. et effet Enveloppe +150 M€ sur la dotation de solidarité rurale)
- **+ 8 K€** pour les compensations fiscales
- **+ 26 K€** de participation communale pour le RPEI (dont 10,3 K€ exceptionnels au titre de 2024 non rattachés)
- Maintien du fonds d'aide à l'abaissement de l'âge pour l'instruction obligatoire (19 K€)
- Maintien des aides de la CAF (359 K€)
- **-4,7 K€** de compensation du service minimum (remboursement de droit de grève)

K€	2024	2025	Var °2025-2024	Var °2025-2024%
Produits fonctionnement courant stricts	8 883	9 058	175	2,0%
Impôts et taxes (73 sauf 731)	1 002	996	-6	-0,6%
Fiscalité locale (731)	5 665	5 818	153	2,7%
Dotations et participations	1 301	1 375	74	5,7%
DGF	659	705	46	6,9%
FCTVA fct	0	0	0	
Compensations fiscales	239	247	8	3,1%
Dotation de compensation réforme TP	10	10	0	0,0%
CAF contrat enfance jeunesse /CTG	357	359	2	0,7%
Subv Etat aide abaissement age scolarité maternelle	19	19	0	0,0%
Participation communes RPEI	0	26	26	
Solde participations diverses	17	9	-7	-44,9%
Autres produits de fct courant	915	870	-45	-5,0%
Produits des services	714	684	-30	-4,2%
Produits de gestion	201	186	-15	-7,6%
Atténuations de charges	77	35	-42	-54,4%
Produits de fonctionnement courant	8 960	9 093	133	1,5%
Produits exceptionnels larges	0	0	0	-100,0%
Produits de fonctionnement	8 960	9 093	133	1,5%

Note : fin de la subvention sur le poste d'animateur numérique (2024 ayant été reçue fin 2023 en plus de celle de 2023)

Les Hypothèses sur les produits de fonctionnement du BP 2025

Les autres produits de fonctionnement courant affichent une diminution de -45 K€ en 2025 principalement avec :

- La diminution des remboursements de personnel pour les ZAC (-52 K€)
- La faible diminution (- 7 K€) des loyers + remboursement des charges de la Maison médicale du fait de la révision du périmètre des charges (hors entretien espace verts) en dépit de la nouvelle location sur 6 mois d'un cabinet médecin
- La faible augmentation des recettes de la restauration +8 K€ (hyp. Maintien du nombre de repas +2,3 % du tarif)
- Les autres produits de gestion diminuent (hyp. Prudente sur les loyers logements d'urgence)

K€	2024	2025	Var °2025-2024	Var °2025-2024%
Produits fonctionnement courant stricts	8 883	9 058	175	2,0%
Impôts et taxes (73 sauf 731)	1 002	996	-6	-0,6%
Fiscalité locale (731)	5 665	5 818	153	2,7%
Dotations et participations	1 301	1 375	74	5,7%
Autres produits de fct courant	915	870	-45	-5,0%
Produits des services	714	684	-30	-4,2%
Mise à disposition de personnel	15	15	0	1,0%
Remboursement personnel ZAC	74	22	-52	-70,4%
Droits voirie chantiers (70323)	14	17	3	25,2%
Cantine	412	420	8	1,9%
Solde produits des services	198	209	11	5,3%
Produits de gestion	201	186	-15	-7,6%
Loyer Coworking	4	4	0	-1,7%
Pôle santé loyers et charges	130	124	-7	-5,0%
Menthalo Loyer et charges	11	11	0	0,0%
Loyer MAM (pas de charges)	9	10	0	3,1%
Solde produits de gestion	47	38	-9	-19,2%
Atténuations de charges	77	35	-42	-54,4%
Produits de fonctionnement courant	8 960	9 093	133	1,5%
Produits exceptionnels larges	0	0	0	-100,0%
Produits de fonctionnement	8 960	9 093	133	1,5%

Les Hypothèses sur les produits de fonctionnement

Les éléments qui marquent la simulation

Recensement lissé sur 3 ans
(prise en compte pour la population DGF en 2026,
Soit près de + 906 hab. de 2023 à 2026)
Puis ralentissement +88 hab en moy. ensuite (calage sur
les rôles fiscaux)

Simulation d'une mise place d'une taxe sur la publicité
extérieure dès 2025 pour 70 K€
(80% de la simulation réalisée par le prestataire pour tenir
compte des stratégies d'optimisation des redevables suite à la
mise en place de la taxe en 2025)

Ralentissement

Programmation logement 01/25	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Nombre total	162	196	290	161	51	4	11	61	192	199	320
dont sociaux exonérés long terme	36	0	74	34	0	0	0	18	86	15	60

K€	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
Base nette TH	390	198	202	205	209	213	216	220	224
dont base résidences secondaires	390	198	202	205	209	213	216	220	224
Base nette FB	10 066	10 376	10 649	10 933	11 206	11 500	11 872	12 338	12 823
Base nette FNB	202	206	209	213	217	220	224	228	232

Evolution nominale	Moy.	2025/24	2026/25	2027/26	2028/27	2029/28	2030/29	2031/30	2032/31
Base nette TH	-6,7%	-49,2%	1,8%	1,8%	1,8%	1,8%	1,8%	1,8%	1,8%
dont base résidences secondaires	-6,7%	-49,2%	1,8%	1,8%	1,8%	1,8%	1,8%	1,8%	1,8%
Base nette FB	3,1%	3,1%	2,6%	2,7%	2,5%	2,6%	3,2%	3,9%	3,9%
Base nette FNB	1,7%	1,7%	1,8%	1,8%	1,8%	1,8%	1,8%	1,8%	1,8%
Indice d'actualisation	1,018	1,017	1,018	1,018	1,018	1,018	1,018	1,018	1,018

Bases 2025 : services fiscaux - Evolution des bases calées sur le programme de logement communal et de l'ouverture de la zone d'activité du Hil 3 / Evolution moyenne des bases 2025 – 2032 : TH -6,7%, FB 3,1%, FNB 1,7%
Pas d'effet taux dans la simulation : TH 20,27% FB 61,94%, FNB 43,78%

Perte du FPIC métropolitain (cf. simulation RCF) en 2027 progressivement sur 4 ans (105 K€ en 2024 0 K€ en 2030)

Dotation communautaire gelée de Rennes Métropole

Fin de l'aide à l'emploi numérique en 2025 (2024 reçue avec la subvention 2023 en fin 2023)– maintien du poste

Diminution des DMTO de 305 K€ en 2024 à 285 K€ en 2025, et de la taxe sur la consommation d'électricité de 163 K€ à 150 K€ puis maintien à ces niveaux sur la période prospective.

La compensation pour la perte de produit TH logements vacants est gelée au niveau 2024 (15 K€)

Les produits des services et les aides de la CAF évoluent à 3 % en vitesse croisière

Les Hypothèses sur les produits de fonctionnement

K€	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	Var° Moyenne /an	Var° Moyenne /an %	Var °2025- 2024	Var °2025- 2024%
Produits fonctionnement courant stricts	8 883	9 058	9 240	9 408	9 552	9 716	9 927	10 210	10 504	203	2,1%	175	2,0%
Impôts et taxes (73 sauf 731)	1 002	996	984	964	943	917	891	891	891	-14	-1,5%	-6	-0,6%
Attribution Compensation reçue	69	69	69	69	69	69	69	69	69	0	0,0%	0	0,0%
Dotation de solidarité communautaire	783	785	785	785	785	785	785	785	785	0	0,0%	2	0,3%
Reversement FNGIR	37	37	37	37	37	37	37	37	37	0	0,0%	0	0,0%
Attribution FPIC	105	105	94	73	52	26	0	0	0	-13	-100,0%	0	-0,2%
Solde impôts et taxe	9	0	0	0	0	0	0	0	0	-1	-100,0%	-9	-100,0%
Fiscalité locale (731)	5 665	5 818	5 958	6 105	6 246	6 398	6 588	6 824	7 070	176	2,8%	153	2,7%
Contributions Directes	5 187	5 302	5 439	5 583	5 721	5 870	6 057	6 289	6 532	168	2,9%	114	2,2%
Taxe additionnelle DMTO	304	285	285	285	285	285	285	285	285	-2	-0,8%	-19	-6,1%
Taxe locale sur la publicité extérieure	0	70	70	70	70	70	70	70	70	9	0,0%	70	0,0%
Reversement taxe électricité	163	150	153	156	159	162	166	169	172	1	0,7%	-13	-7,9%
Droits de place Marché Hebdo	11	11	11	11	11	11	11	11	11	0	-0,1%	0	-0,6%
Dotations et participations	1 301	1 375	1 415	1 433	1 433	1 446	1 468	1 489	1 509	26	1,9%	74	5,7%
DGF	659	705	737	735	715	709	711	713	712	7	1,0%	46	6,9%
Compensations fiscales	239	247	254	264	272	279	286	293	301	8	2,9%	8	3,1%
Dotation de compensation réforme TP	10	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0,0%	0	0,0%
CAF contrat enfance jeunesse /CTG	357	359	370	381	392	404	416	428	441	11	2,7%	2	0,7%
Subv Etat aide abaissement age scolarité maternelle	19	19	19	19	19	19	19	19	19	0	0,0%	0	0,0%
Participation communes RPEI	0	26	16	16	16	16	16	16	16	2	0,0%	26	0,0%
Solde participations diverses	17	9	9	9	9	10	10	10	10	-1	-6,4%	-7	-44,9%
Autres produits de fct courant	915	870	882	906	930	955	980	1 007	1 034	15	1,5%	-45	-5,0%
Produits des services	714	684	689	709	729	750	772	794	816	13	1,7%	-30	-4,2%
Mise à disposition de personnel	15	15	15	15	15	15	15	15	15	0	0,3%	0	1,0%
Remboursement personnel ZAC	74	22	20	20	20	20	20	20	20	-7	-15,1%	-52	-70,4%
Droits voirie chantiers (70323)	14	17	6	6	6	7	7	7	7	-1	-7,8%	3	25,2%
Cantine	412	420	433	446	459	473	487	502	517	13	2,9%	8	1,9%
Solde produits des services	198	209	215	222	228	235	242	250	257	7	3,3%	11	5,3%
Produits de gestion	201	186	193	197	201	205	209	213	217	2	0,9%	-15	-7,6%
Loyer Coworking	4	4	4	4	4	4	4	4	4	0	-0,2%	0	-1,7%
Pôle santé loyers et charges	130	124	129	131	133	135	138	140	142	2	1,1%	-7	-5,0%
Menthalo Loyer et charges	11	11	12	12	12	12	12	13	13	0	1,5%	0	0,0%
Loyer MAM (pas de charges)	9	10	10	10	10	11	11	11	12	0	3,0%	0	3,1%
Solde produits de gestion	47	38	39	40	41	42	44	45	46	0	-0,1%	-9	-19,2%
Atténuations de charges	77	35	35	-5	0,4%	42	-54,4%						
Produits de fonctionnement courant	8 960	9 093	9 275	9 443	9 587	9 751	9 962	10 245	10 539	197	2,0%	133	1,5%
Produits exceptionnels larges	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-100,0%	0	-100,0%
Produits de fonctionnement	8 960	9 093	9 275	9 443	9 587	9 751	9 962	10 245	10 539	197	2,0%	133	1,5%

+ 1,6 M€ de produits de fonctionnement en 8 ans soit +197 K€ /an (2019 à 2024 = 407 K€ en moy.),
ralentissement (moins de livraisons de logements, moins de croissance de bases, moindre croissance de la population, moindre consommation d'électricité, moindres DMTO, perte du FPIC... non compensés suffisamment par les nouvelles recettes (cad taxe sur la publicité))

Les résultats de la simulation de référence

K€	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
Ev° taux d'imposition	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Produit fiscal strict	5 176	5 292	5 429	5 573	5 711	5 860	6 047	6 279	6 522
Autres impôts et taxes	1 491	1 522	1 513	1 496	1 478	1 455	1 432	1 436	1 439
Dotations et participations	1 301	1 375	1 415	1 433	1 433	1 446	1 468	1 489	1 509
Autres produits fonctionnement courant	992	905	917	941	965	990	1 015	1 042	1 069
Produits exceptionnels larges	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Produits de fonctionnement	8 960	9 093	9 275	9 443	9 587	9 751	9 962	10 245	10 539
Ev° nominale charges fonctionnement courant stri	4,2%	6,2%	6,1%	3,8%	2,9%	2,2%	1,6%	1,7%	2,5%
Charges fonctionnement courant strictes	7 004	7 438	7 890	8 191	8 427	8 611	8 752	8 903	9 124
Atténuations de produits	7	8	8	8	8	8	8	8	8
Charges exceptionnelles larges	6	1	1	1	1	1	1	1	1
Annuité de dette	690	679	918	880	819	560	599	643	646
Charges de fonctionnement larges	7 708	8 125	8 815	9 079	9 254	9 179	9 358	9 554	9 779
Epargne nette	1 252	968	460	364	333	572	603	692	760
Recettes investissement hors emprunt	509	1 084	1 806	547	386	175	133	171	181
Dépenses investissement hors capital	2 291	6 188	2 741	2 739	1 600	1 600	1 600	1 600	1 600
Emprunt	100	3 323	476	1 828	881	853	864	737	658
Variation résultat global de clôture choisie	-430	-813	0	0	0	0	0	0	0
Résultat global de clôture	1 813	1 000	1 000						
Variables de pilotage	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
EBC	1 948	1 647	1 378	1 244	1 153	1 132	1 203	1 335	1 407
Encours corrigé au 31.12	2 451	5 174	4 910	6 028	6 299	6 816	7 325	7 680	7 967
Encours corrigé 31.12 / Ep brute	1,3	3,3	4,1	5,6	6,7	7,5	7,6	7,2	7,0
Bases nettes FB [Evol° nominale]	6,5%	3,1%	2,6%	2,7%	2,5%	2,6%	3,2%	3,9%	3,9%
Prod fct courant [Evol° nominale]	4,7%	1,5%	2,0%	1,8%	1,5%	1,7%	2,2%	2,8%	2,9%
Ch diverses	0	0	125	125	125	125	125	125	125

Un autofinancement qui s'élève à 760 K€ en fin de période, il diminue jusqu'en 2028 puis progresse sous l'effet positif du plan d'extinction de la dette et d'une évolution des charges très maîtrisée à 2% en moyenne par an (yc la marge simulée à 125 K€ dès 2026) et un investissement contenu à 1,6 M€.

Un programme d'investissement est soutenu de 2025 à 2027 puis contraint ensuite à 1,6 M€

Le Ratio de désendettement se maintient sous les 8 années sur la période

Synthèse

La simulation tient compte du projet ambitieux de l'équipe municipale avec un investissement accru durant les années 2025 – 2027 avec notamment la mise en service d'un ALSH à fin 2025.

Il faut toutefois noter que cette simulation présente un autofinancement et un niveau d'investissement impliquant de recourir dorénavant (utilisation de la totalité des possibilités de financement par l'EGC en 2025) de façon accrue à l'emprunt alors que l'investissement d'équilibre après 2028 reste limité à 1,6 M€ nets et que l'évolution des charges doit rester contenue en moyenne à 2% dès 2029.

La simulation provisionne pour 125 K€ de nouvelles charges dès 2026, mais, le contexte présentant de fortes incertitudes tant sur les recettes que les charges, il impliquera néanmoins :

- d'effectuer un suivi régulier des évolutions tant communales que macroéconomiques (évolution des prix de l'énergie, des taux d'intérêts, de la population, des bases fiscales, du rythme des projets, des marchés, ...)
- d'actualiser la simulation avec les évolutions concernant le projet ZAC Cœur de ville Orson et d'actualiser la simulation financière afin de veiller à conserver des capacités d'ajustement en fonction des évolutions réellement constatées et de leurs impacts sur l'équilibre financier communal.